



La Coordination Française  
pour le Lobby Européen des Femmes

## RAPPORT D'ACTIVITÉS 2018

*Rapport portant sur la période du 1 janvier au 31 décembre 2018*

*Assemblée générale ordinaire : 25 mai 2019*

► La CLEF est une ONG de plaidoyer, tête de réseau

*La **Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes** est une ONG créée en 1991. Elle est la coordination française du Lobby européen des femmes, et réunit aujourd'hui soixante-cinq associations, féministes ou pour les droits des femmes, qui interviennent sur le terrain dans tous les domaines de la société : lutte contre les violences, accès à la santé dont la santé sexuelle et reproductive, accès à l'éducation, autonomisation économique, empowerment et leadership féminin.*

*Elle porte les valeurs d'universalité des droits humains et des droits des femmes, d'égalité femmes-hommes, de laïcité, de solidarité internationale. Elle promeut la diversité et combat le racisme. Elle œuvre pour une société mixte plus juste et bienveillante.*

*La CLEF poursuit le développement de ses activités prioritairement dans **une perspective européenne et internationale**. Elle soutient les actions menées par le Lobby Européen des Femmes. Elle est dans un mouvement de solidarité internationale avec les femmes dans le monde entier, et en particulier avec les femmes de l'espace francophone et celles de la Méditerranée.*

*Enfin, la CLEF s'inscrit dans les objectifs du développement durable de l'ONU et y contribue par ses actions de plaidoyer auprès des autorités publiques en France, en Europe et à l'international, en priorité pour **l'objectif n°5 : « Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles »***



## ► Assemblée générale électorale du 7 avril 2018

- Le samedi 07 avril 2018, au siège de l'association - 6 rue de la Rochefoucauld 75009 Paris - s'est tenue l'assemblée générale ci-après relatée. Il a été dressé une feuille de présence qui a été signée par tous les membres présents et les mandataires des membres représentés.
- **46 associations étaient présentes ou représentées (10 pouvoirs)**
- Françoise Morvan a présidé la séance en qualité de présidente de l'association. Elle a accueilli les représentantes des associations de la CLEF en les remerciant de leur présence à cette 27e assemblée générale. Elle les a remerciées aussi pour leur contribution tout au long de l'année aux travaux et aux actions menées par la coordination.
- F. Morvan a expliqué que l'année 2018 était une année électorale : **élection des 18 candidates qui siègeront au prochain CA de la CLEF et des deux candidates déléguées au LEF**. Puis ce nouveau conseil devra élire une des deux candidates à la présidence et un nouveau bureau (vice-présidente, secrétaire générale, trésorière et adjointes).
- **Vote du rapport moral: adopté avec 9 abstentions.**



Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes  
Association Loi 1901  
ONG en statut consultatif avec l'ECOSOC des Nations Unies  
**ÉGALITÉ DES DROITS ET DES CHANCES POUR TOUTES LES FEMMES  
EN FRANCE, EN EUROPE, DANS LE MONDE**

### ANNEXE 1 – Rapport moral

#### Rapport moral présenté par Françoise Morvan

Ces derniers mois, de grandes dames nous ont quittées, des femmes modèles mais si proches, je veux parler plus particulièrement de Françoise HERITIER et de Maudy Piot. Françoise HERITIER « avait coutume de dire avec humour que « la valence différentielle des sexes » ne ferait jamais un slogan de manif. Pourtant son ambition était comme la nôtre, que la société mette fin aux inégalités entre les femmes et les hommes. Elle y a consacré ses recherches, elle y a mis son énergie de citoyenne ». (Caroline Broué, *l'identique et le différent*) Maudy Piot débordait d'énergie et de révolte pour sortir les femmes handicapées de l'invisibilité. Pussions-nous continuer à réagir comme elle le faisait!

C'est une matinée particulière pour moi aujourd'hui. J'ai été élue voilà 4 ans à la présidence de la CLEF et bien que je pensais déjà connaître le mouvement féministe, la CLEF et le LEF, j'ai beaucoup découvert et j'ai beaucoup appris auprès de vous toutes pendant mon mandat de présidente. Je quitte la présidence avec la satisfaction d'avoir conduit notre coordination à bon port, d'avoir œuvré à son indépendance en réaffirmant dans nos combats son attachement aux valeurs de liberté et de laïcité, indispensables à l'égalité des sexes et à l'autonomie des femmes. Je suis cependant soulagée de prendre du recul et de retrouver une certaine liberté!

La CLEF est aujourd'hui un réseau de 60 associations. Si nous avons perdu quelques associations depuis 2016, huit ces derniers mois ont demandé à rejoindre nos rangs. Nos changements de statuts nous permettent de les accueillir plus rapidement puisque c'est le CA qui vote leur intégration. En 2014, une grille de critères avait été établie qui est toujours en cours de validité. Ces associations qui adhèrent à nos valeurs et à nos actions, veulent aussi s'inscrire dans celles du LEF et partager les mêmes luttes pour la promotion des droits humains et de l'égalité entre les femmes et les hommes au travers toute l'Europe.

La CLEF mène, depuis 1991, ses activités dans une **perspective de solidarité européenne et internationale**. Elle est, en France, la voix du LEF qui reste la plus grande coalition d'associations et réseaux féministes en Europe.

La CLEF est aussi, depuis novembre 2017, membre du Réseau francophone pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Elle est ancrée en Méditerranée, grâce à la Fondation des femmes de l'Euro Méditerranée et à notre membre le Forum Femmes Méditerranée, mais aussi grâce à son partenariat

CLEF - 6 rue de la Rochefoucauld 75009 Paris - Tél : 01 55 50 45 64  
clef.femmes@gmail.com



Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes  
Association Loi 1901  
ONG en statut consultatif avec l'ECOSOC des Nations Unies  
**ÉGALITÉ DES DROITS ET DES CHANCES POUR TOUTES LES FEMMES  
EN FRANCE, EN EUROPE, DANS LE MONDE**

avec l'IEMED de Barcelone, le réseau *Mujeres para el Dialogo y la Educacion* de Madrid et enfin grâce à ses excellentes relations avec l'AFEM. Rappelons que la CLEF est candidate pour être membre de l'Alliance internationale des femmes.

Fortes de ces appuis internationaux, notre coordination doit continuer à **s'engager auprès des femmes du monde entier** pour l'égalité et le respect des droits de chacune d'entre elles. Nous les aiderons à recouvrer leur liberté comme nous le faisons pour les iraniennes qui enlèvent leur voile, nous resterons particulièrement attentives à la situation de nos amies hongroises et polonaises, nous développerons notre plaidoyer encore et toujours pour que les droits sexuels et reproductifs des femmes soient respectés ainsi que leurs droits à la terre et à l'héritage. Nous continuerons à nous insurger contre l'apartheid sexuel pratiqué dans le sport par l'Arabie Saoudite et l'Iran. Nous dirons non au changement climatique qui appauvrit encore plus les femmes qui vivent dans les zones les plus désertées, qui compromet leur santé, qui les pousse vers le chemin de l'exil et qui favorise la traite des êtres humains

**Sur le plan national**, la CLEF a conforté ses partenariats et ses représentations.

L'année 2017, comme l'année 2016, a permis de renforcer notre présence en régions par les nouvelles étapes du Tour de France de l'Égalité. Notre cycle de formations a été bien suivi. La CLEF a acquis une meilleure visibilité grâce aux relais de ses membres sur les réseaux sociaux et sa présence accrue sur les mêmes réseaux sociaux.

**Nous continuerons à dire non** aux violences subies par les femmes, nous dirons non à la domination patriarcale qui autorise l'accès gratuit ou marchand au corps des femmes.

Nous dirons non aux inégalités et discriminations dans tous les domaines, aux extrémismes religieux qui assignent les femmes. Nous dirons non au sexisme.

Mais **nous dirons oui** à une révision constitutionnelle féministe nous dirons oui à une économie féministe qui prend en compte les besoins des femmes, nous dirons oui à une ville mixte et à un accès au pouvoir réellement partagé, nous dirons oui à une éducation à la sexualité respectueuse et responsable.

Depuis 2016, notre travail a été soutenu par notre CA sortant et nos commissions qui sont notre colonne vertébrale. Elles nourrissent nos réflexions, rédigent, le cas échéant, les communiqués de presse, organisent les formations.

Deux nouvelles commissions ont vu le jour depuis 2017, la commission égalité professionnelle et la commission femmes et changement climatique. Leurs responsables, Isabelle Blin et Louisa Renoux, se sont mobilisées pour donner visibilité et dynamisme à nos nouvelles perspectives de travail. Elles se sont montrées motivées pour que la CLEF puisse être mise en valeur sur des sujets nouveaux et auprès de nouveaux partenaires.

Elles m'ont efficacement secondée pour préparer les deux dernières CSW mais également dans le travail quotidien de la CLEF et ce plus particulièrement depuis le départ d'Audrey notre salariée en septembre 2017.

CLEF - 6 rue de la Rochefoucauld 75009 Paris - Tél : 01 55 50 45 64  
clef.femmes@gmail.com



**Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes**

Association Loi 1901  
ONG en statut consultatif avec l'ECOSOC des Nations Unies

**ÉGALITÉ DES DROITS ET DES CHANCES POUR TOUTES LES FEMMES  
EN FRANCE, EN EUROPE, DANS LE MONDE**

Nous avons pris la décision de ne pas embaucher une nouvelle salariée mais cela suppose plus de contraintes pour les bénévoles que nous sommes. Nous devons nous poser la question de notre disponibilité et de notre volonté d'assumer le travail de logistique, de secrétariat et de comptabilité qu'impose une coordination au service de 60 associations.

**Nos perspectives de travail sont importantes, parmi elles je citerai :**

- Faire évoluer le site informatique : diagnostic effectué et devis de 1000€ (décision que devra prendre le nouveau CA)
- Négocier nos subventions publiques (MEAE, CPO...)
- Rechercher des fonds privés.
- Accueillir et sélectionner des stagiaires. Établir un plan de travail, un planning des tâches et prévoir la préservation des documents
- Embaucher un.e salarié.e et rechercher des fonds pour assumer salaires et charges sociales.

**Cette amélioration de nos conditions d'exercice de notre travail devrait nous permettre de :**

- Consolider notre réseau national et international
- Finaliser les projets en cours
- Intégrer les échéances politiques dans notre travail
- Rythmer nos réflexions aux échéances d'évaluations périodiques des droits humains à l'International.
- Être réactives à l'actualité des droits des femmes sur le plan national, européen et international.

Merci à vous toutes pour l'intérêt que les unes portent à notre coordination et merci aux autres pour l'énergie déployée au sein de la CLEF.

Merci à Salomé et avant elle à Élise, nos stagiaires, qui travaillent chaque jour et sans relâche auprès de nous. »

CLEF - 6 rue de la Rochefoucauld 75009 Paris - Tél : 01 55 50 45 64  
clef.femmes@gmail.com

- **Présentation du rapport d'activités 2017**, Présenté par Marie-Gabrielle Campana Doublet, Secrétaire générale de la CLEF. S'en est suivi un temps de débats et d'observations formulées par des associations-membres
- **Vote du budget: adopté avec 6 abstentions**
- **Vote des membres du CA**



• **Election des membres du CA (entre 12 et 18 membres):**

22 candidates au Conseil d'administration.

Annonce des résultats:

46 associations votantes - 1 bulletin nul

	Associations candidates	Représentantes	Nombre de voix
1	Femmes Solidaires	LEFEBVRE Gwendoline	44
2	Femmes Monde	SERRE-MONTEIL Claudine	43
3	Collectif Féministe Contre le Viol	LEGER Danaé	42
	Femmes au-delà des mers	BOURQUIN Gisèle	42
5	Elles aussi	DANET Armelle	41
	Osez le féminisme !	GROSSETETE Marie-Paule	41
7	Forum Femmes Méditerranée	LEVY Martine	40
8	FMR Femmes du Monde et Réciproquement	ADRIANT-MEBTOUL Jocelyne	36
	Réussir l'égalité femmes-hommes (REFH)	KLEIN Huguette	36
10	Parité	DUBOUCHET Michele	34
11	Dorine	CHAFIK Sérénade	31
	WICUR – IFCDU : Initiative des Femmes pour la Citoyenneté et les Droits Universels	DUCOS Lalia	31
13	Comité ONU Femmes France	BENGOA Miren	30
14	Soroptimist International - Union Française	CAMPANA DOUBLET Marie-Gabrielle	29
15	Assemblée des Femmes de Paris	MORVAN Françoise	28
16	Excision Parlons-en!	SAUVAGE Moira	27
17	BPW France	GERMAIN Nolwenn	25
17	Equipes d'Action Contre le Proxénétisme "EACP"	CARLY Elda	25
17	Parité Assurance	RENOUX Louisa	25
20	Supplément d'Elles	BLIN Isabelle	23
21	FAIGA – Les Iles Wallis et Futuna	KOENIG Honorine	19
22	Valeurs de femmes	SPIRE-LAURENT Jacqueline	9

CLEF - 6 rue de la Rochefoucauld 75009 Paris – Tél : 01 55 50 45 64  
clef.femmes@gmail.com

- **Les 2 candidates élues pour être déléguées au LEF sont Gwendoline LEFEBVRE (Femmes solidaires) et Claudine MONTEIL (Femmes Monde).**
- **La candidate élue à la présidence de la CLEF est Jocelyne ADRIANT-MEBTOUL (Femmes du Monde et Réciproquement).**
- **La présidente élue propose pour le bureau:**

- Secrétaire générale : Claudine MONTEIL (Femmes Monde)
- Trésorière : Michèle DUBOUCHET (Parité)
- Deux vice-présidentes : Gisèle BOURQUIN (Femmes au-delà des mers) et Marie-Paule GROSSETETE (Osez le féminisme !)

Elle propose à Françoise Morvan, présidente sortante, et à Louisa Renoux d'intégrer le Bureau. Toutes deux déclinent cette offre.

Il est procédé au vote :

Vote : Le bureau est élu avec 13 voix et 5 abstentions.

➤ **La nouvelle présidente présente les axes principaux de son projet pour la CLEF:**

- Assurer la continuité des valeurs fondamentales de la CLEF et des engagements pris
- Construire une direction collégiale et diversifiée, dans la mixité générationnelle et culturelle des associations-membres
- Développer une plus grande diffusion des informations dans le respect et la transparence démocratiques
- Organiser un événement grand public intergénérationnel sur les droits des femmes à l'horizon 2019, dont l'objectif serait double : d'une part déconstruire les stéréotypes de sexe et d'autre part fédérer les associations de la CLEF autour d'un projet commun.
- renforcer l'influence de la CLEF et son action de plaidoyer, en France, en Europe et à l'international.

## ▶ Administration de la CLEF

### Membres du Bureau

Jocelyne Adriant-Mebtoul, *Femmes du Monde et Réciproquement*, **Présidente**

Marie-Paule Grossetête, *Osez le féminisme !*, **Vice-présidente**

Gisèle Bourquin, *Femmes au-delà des Mers*, **Vice-présidente**

Michelle Dubouchet, *Parité*, **Trésorière**

Gwendoline LEFEBVRE, *Femmes solidaires*, **Déléguée au LEF**

Claudine MONTEIL, *Femmes -Monde*, **Secrétaire générale et Déléguée Suppléante au LEF**

### Autres membres du Conseil d'Administration

Baron-Bradshaw Michèle, *Réussir l'égalité femmes-hommes – REFH*

Bracq Pascale, *ONU Femmes*

Campana Doublet Marie-Gabrielle, *Soroptimist International – Union Française*

Chafik Sérénade, *Dorine*

Danaé Leger, *Collectif Féministe Contre le Viol*

DANET Armelle, *Elles aussi*

Ducos Lalia, *Initiative de Femmes pour la Citoyenneté et les Droits universels IFCDU – WICUR*

Germain Nolwenn, *BPW France*

LEVY Martine, *Forum Femmes Méditerranée- FFM*

Morvan Françoise, *Assemblée des femmes de Paris -IdF*

Renoux Louisa, *Parité Assurance*

Ritz Maud, *ONU Femmes (suppléante)*

SAUVAGE Moïra, *Excision parlons-en !*

## Agenda 2018 des réunions statutaires

### **Conseil d'administration :**

Le 5 février 2018  
Le 18 avril 2018  
Le 4 juillet 2018  
Le 12 septembre 2018  
Le 14 novembre 2018

**Séminaire de brainstorming :** Le 6 juin 2018

### **Bureau :**

Le 16 mai 2018  
Le 4 juillet 2018  
Le 29 août 2018  
Le 12 septembre 2018  
Le 17 octobre 2018  
Le 14 novembre 2018  
Le 11 décembre 2018

### **Grandes décisions**

A la suite du séminaire du 6 juin, la nouvelle équipe de la CLEF a entrepris la rédaction d'une Charte, finalisée le 17 septembre 2018, et adoptée par le CA le 17/10/2018 afin d'affirmer l'identité de la CLEF, de rappeler ses valeurs fondamentales, de structurer son action à partir ces valeurs et de permettre à des associations nouvelles de demander leur adhésion en parfait accord avec l'identité de la CLEF.

De même, un règlement intérieur des Commissions a été établi, puis voté par le CA le 14 novembre 2018, pour permettre aux commissions de mieux s'organiser, de coordonner leurs actions, et d'être force de propositions (événements, communiqués, articles, formations, notes, veille d'actualités féministes...) dans le respect des valeurs de la CLEF et avec la validation du CA pour toute action majeure.

L'organisation d'un FORUM INTERNATIONAL DES DROITS DES FEMMES en 2019 a été décidée en CA du 14 novembre 2018 avec un appel à volontaires au sein du CA pour réfléchir à sa définition. Le groupe de travail ainsi formé s'est réuni mensuellement depuis pour en construire le programme.

## ► Les nouvelles associations adhérentes en 2018

En 2018, cinq associations ont rejoint la CLEF.



L'association **les Dorine**

- Adhésion le 1 mars 2018
  - Interlocutrice CLEF : Sérénade Chafik
  - [lesdorine.org](http://lesdorine.org)
- 

## **P A R I T É** **ASSURANCE**

Des clés pour  
l'avenir des femmes

L'association **Parité Assurance**

- Adhésion le 1 mars 2018
  - Interlocutrice CLEF : Marie-Sophie Houis
  - [pmpconseil.com](http://pmpconseil.com)
- 

L'association **FMR-Femmes du Monde et Réciproquement**

- Adhésion le 1 mars 2018
  - Interlocutrice CLEF : Jocelyne Adriant-Mebtoul
- 

L'association **FAIGA - LES ÎLES WALLIS ET FUTUNA**

- Adhésion le 20 mars 2018
  - Interlocutrice CLEF : Honorine Koenig
  - <https://faigawf.wordpress.com/>
- 



La **CPED- Conférence Permanente des chargés de mission Egalité et Diversité**

- Adhésion le 12/09/2018
  - Interlocutrice CLEF : Rachida Lemmaghti
  - [cped-egalite.fr](http://cped-egalite.fr)
-



1. ADIEF - Association pour le Développement des Initiatives Economiques par les Femmes
2. AFAF - Association des Femmes franco-africaines de Paris
3. AFCJ – Association des Femmes des Carrières Juridiques
4. AFFDU - Association Française des Femmes Diplômées des Universités
5. Alliance des Femmes pour la Démocratie
6. Amicale du Nid
7. ASSEMBLEE DES FEMMES NATIONALE
8. Assemblée des femmes Paris - Ile-de-France
9. Association Ambroise Croizat
10. Association Evelyne Encelot
11. Association Femmes et Musique
12. BPW - Business and Professional Women - France
13. CEFW - Conseil Européen des Fédérations WIZO
14. CFCV - Collectif Féministe contre le Viol
15. Collectif actions solidaires de la Rochelle
16. Le Comité de la jupe
17. Comité ONU Femmes France
18. CPED- Conférence Permanente des chargé.e.s de mission égalité et diversité ou mission assimilée des établissements d'enseignement supérieur et de recherche
19. Dorine
20. DEFHISS- Association des Juristes et Entrepreneur(e)s
21. Du côté des femmes
22. EACP Equipe d'Action Contre le Proxénétisme
23. ELLES AUSSI pour la parité dans les instances élues
24. Espace Simone de Beauvoir
25. Excision Parlons-en !
26. FAIGA - Les Iles Wallis et Futuna
27. FCI - FEMMES CONTRE LES INTÉGRISMES
28. FDFA - Femmes pour le dire, Femmes pour agir
29. Femmes au-delà des mers
30. Femmes - Monde
31. FEMMES SOLIDAIRES-Clara Magazine
32. FFM - FORUM FEMMES MEDITERRANÉE
33. FHEDLES- Femmes et Hommes Égalité, Droits et Libertés dans les Églises et la Société
34. FMR - Femmes du monde et réciproquement
35. FIFF - Festival International des Films de femmes de Créteil

36. GAMS - Groupe des Femmes pour l'Abolition des Mutilations Sexuelles et les mariages forcés

37. GCGFF - Grand Chapitre Général Féminin de France

38. GENRE & VILLE

39. H/F Île de France

40. Institut en Santé Génésique/  
WOMEN SAFE

41. Le CAP

42. LDIF - Ligue du droit international des femmes

43. LFID - Ligue des Femmes Iraniennes pour la Démocratie

44. Libres MarianneS

45. Maison des femmes de Montreuil

46. Maison des femmes de Paris

47. MJF - MOUVEMENT JEUNES FEMMES

48. Osez le féminisme !

49. Association Olympe

50. PARITÉ

51. Parité assurance

52. RAJFIRE - Réseau pour l'Autonomie des Femmes Immigrées et Réfugiées

53. Regards de Femmes

54. Réseau féministe " Ruptures"

55. Réussir l'égalité femmes-hommes

56. SOROPTIMIST International – Union Française

57. S.O.S. SEXISME

58. Supplément d'elles

59. UNISAVIE

60. Valeurs de femmes

61. WICUR - Initiative de Femmes pour la Citoyenneté et les Droits

62. ZEROMACHO

63. CQFD - Lesbiennes féministes

64. ZONTA CLUB France NORD-OUEST

### Communiqués de presse :

- Groupes anti-Trump et féministes fixent rassemblement à Paris pour le 1er anniversaire de la « women's march » américaine – 17/01/2018
- L'appel des 22 – A l'issue de la première journée de rencontre inédite consacrée au sexisme le Collectif Ensemble contre le Sexisme présente 22 propositions concrètes pour lutter contre chacune de ses manifestations et appelle à la création d'une journée nationale le 25 janvier. - Avec le Collectif Ensemble Contre le Sexisme – 25/01/2018
- Communiqué suite à la manifestation du 15 février 2018 en soutien aux Iraniennes – 15/02/2018
- Le OUI massif de l'Irlande pour le droit à l'avortement – 01/06/2018
- Hommage à Simone Veil – Une femme d'honneur française et européenne – Un hommage à l'occasion de l'entrée de Simone Veil au Panthéon le 1<sup>er</sup> juillet 2018 – 28/06/2018
- Violences homophobes 22/10/2018
- Communiqué en réponse à la question prioritaire de constitutionnalité déposée par neuf associations contre la loi du 13 avril 2016 – 22/11/2018
- N'ABROGEZ PAS ! – Avec le collectif d'associations Abolition2012 afin que le conseil constitutionnel n'abroge pas la loi du 13 avril 2016 renforçant la lutte contre le système prostitutionnel - 20/12/2018

### Articles :

- Les combats de Simone et Hélène de Beauvoir sont encore ceux des femmes d'aujourd'hui – Françoise Morvan et Claudine Monteil – Huffington Post – 09/03/2018

### Pétitions signées par la CLEF :

- Destitution du maire de Cabourg reconnu coupable de violences envers son épouse et condamné à une peine de trois mois de prison avec sursis. En revanche, pas de peine d'inéligibilité à l'encontre de ce dernier, le tribunal considérant que l'infraction n'a aucun lien avec son statut d' élu. <https://www.change.org/p/destitution-du-maire-de-cabourg-reconnu-coupable-de-violences-conjugales>

## Courriers officiels:

- Lettre aux parlementaires et aux sénateurs.rices en vue de Paris 2024 : « solidarité avec les Iraniennes et les Saoudiennes » du 23/02/2018
- Lettre ouverte adressée au président de la République Emmanuel Macron – Agissons pour une Europe sociale qui protège ses citoyen-ne-s – co-signée avec le Lobby Européen des Femmes - 11/05/2018
- Lettre de réponse de Mme la ministre Marlène Schiappa, secrétaire d'état chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations, sur le projet de directive européenne relative à la « conciliation vie privée et vie professionnelle » 10/07/2018.
- Lettre d'Alerte Parité Femmes-Hommes, aux député.es :  
La CLEF alerte sur les menaces qui pèsent sur *la représentation des femmes parmi les élu.e.s* avec les projets de loi "Pour une démocratie plus représentative, plus responsable et plus efficace."  
Annoncée avec la volonté d'être une démocratie plus représentative, **la réforme n'affirme pas, par contre, la représentation politique paritaire.** Le scrutin uninominal majoritaire renforcé, peut conduire à ce que les femmes soient peu représentées au Parlement.

## Mobilisation et soutien :

- Soutien à la journée « Avec Charlie, Laïcité j'écris ton nom » du 13 janvier 2018. Annie Sugier (de l'association LDIF) et Carine Delahaie (de l'association Femmes Solidaires) ont participé au nom de la CLEF à cet événement.
- La CLEF ; représentée par sa présidente Jocelyne Adriant-Mebtoul (FMR), sa vice- présidente, Marie-Paule Grossetete (OLF 13) et Huguettes Klein (REFH), a participé au Women's Forum for the Economy and the Society en présence de 2.300 dirigeantes



- La Présidente de la CLEF avec la Maire de Paris devant l'Hôtel de Ville illuminé pour l'OrangeDay et pour la Journée Internationale contre les Violences Sexistes et Sexuelles !



- Campagne *N'abrogez Pas* et action en justice devant le Conseil Constitutionnel.

**#NAbrogezPas**



**PROSTITUTION = VIOLENCE**  
**#listentosurvivors**  
**#ecoutezlessurvivantes**



Dans le cadre de la QPC posée devant le Conseil Constitutionnel (CC) par Médecins du Monde et d'autres associations souhaitant abroger un article de la loi de 2016 portant sur la pénalisation des clients de la Prostitution, la CLEF s'est d'abord mobilisée en participant à la campagne « NAbrogezPas » lancé sur les réseaux sociaux par le collectif Abolition2012 dont elle fait partie.

Elle a ensuite rédigé un CP rappelant la nécessité de lutter contre le système prostitutionnel, ainsi qu'un texte d'intérêt à agir pour ester en justice devant le CC, en s'associant au mémoire de défense groupé du Mouvement du Nid, l'AVFT, le CFCV et OLF. Ce mémoire de défense fût présenté par maître Questiaux lors de l'audience devant le CC le **22/01/2019**.

## Communication :

- Le site internet a été entièrement refait : [www.clef-femmes.fr](http://www.clef-femmes.fr)



- Les réseaux sociaux

La CLEF cumule un total de 3,000 abonnés sur les réseaux sociaux (2,125 Facebook, 696 Twitter, 110 Instagram, 57 LinkedIn). Des chiffres en constante augmentation suite au développement et au renforcement de la communication externe de la coordination.



## Participation aux événements officiels

### ► Anniversaire de la Marche des Femmes 21 janvier 2018

La CLEF s'est associée **au premier anniversaire de la Marche des Femmes (Women's March)** initiée par les Indivisibles, PAGE (Progressive Action, Global Exchange), et le parti démocrate américain-France.

Elle a manifesté ainsi sa solidarité avec les américaines et les femmes du monde entier face au recul des droits des femmes.

COMMUNIQUE DE PRESSE  
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE  
17 janvier 2018

**GROUPES ANTI-TRUMP ET FÉMINISTES FIXENT RASSEMBLEMENT À PARIS  
POUR LE 1<sup>er</sup> ANNIVERSAIRE DE LA « WOMEN'S MARCH » AMERICAINE**

PARIS – Plusieurs comités d'action politique et féministe marqueront le premier anniversaire de la « Global Women's March » à Washington avec un rassemblement ce dimanche 21 janvier 2018 au parvis du Trocadéro de 14h30 à 16h30.

L'événement « Regardons en arrière - Marchons en avant » (« Look Back, March Forward ») est organisé en collaboration avec Women's March Global, un groupe basé aux États-Unis, qui a organisé manifestations et rassemblements autour du monde pour commémorer les mobilisations du 21 janvier 2017, jour d'après la prestation de serment du Président Trump. Cet événement a mobilisé entre 3 et 4 millions de personnes rien qu'aux États-Unis ainsi que des « marches miroirs » dans des centaines de villes du monde entier, dont environ 2000 personnes à Paris.


« Les mouvements massifs #MeToo, #BalanceTonPorc et #TimesUp montrent qu'il y a eu de réel progrès dans la prise de conscience, mais la lutte pour l'égalité des droits et la dignité humaine continue. Trump est toujours à la Maison Blanche et ses attitudes sexistes, racistes et sectaires sont toujours représentées dans les centres de pouvoir du monde entier. Nous marquerons ce que nous avons accompli pendant cette année dernière dans la politique américaine. Nous galvaniserons l'énergie en vue des prochaines élections de mi-mandat. Surtout, nous montrerons notre solidarité avec des mouvements progressistes similaires en France et dans le monde entier » a déclaré Nicolette Bundy des Indivisibles-France.

Indivisibles-France, un réseau d'expatriés américains en France, travaille en solidarité avec d'autres groupes d'action politique américains et français, notamment :

- Democrats Abroad France, le groupe d'action à l'étranger du Parti Démocrate;
- Our Revolution, l'organisation qui a succédé à la campagne présidentielle du sénateur Bernie Sanders;
- PAGE (Progressive Action, Global Exchange), une organisation faitière regroupant de nombreux groupes féministes français.

Contacts :

Nicolette Bundy (Indivisibles-France) (+33) 7.83.61.05.30 <a href="mailto:nicolette.bundy@gmail.com">nicolette.bundy@gmail.com</a>	Constance Borde (Democrats Abroad France) (+33) 6.14.56.27.27 <a href="mailto:constance@cborde.com">constance@cborde.com</a>
---	---



► 8 mars 2018 : Journée internationale de lutte pour les droits des femmes

Comme chaque année, le 8 mars a été consacré à la Journée Internationale de Lutte contre les **Violences faites aux femmes**. En 2018, la CLEF a soutenu les actions de ses associations membres et a réalisé une **projection débat du film « Des femmes et des hommes »** de Frédérique Bedos à Saint-Denis (une projection qui a aussi fait l'objet du Tour de France de l'Égalité).



**La CLEF s'engage pour le 8 mars et vous invite à participer à ses actions**

► **Solidarité avec les Iraniennes qui osent retirer leur voile :**



La CLEF soutient le message des Vigilantes et leur visuel (<https://vigilantes2015.wordpress.com/>)

et elle vous propose de manifester votre soutien aux Iraniennes en vous photographiant ou en photographiant vos proches avec un foulard blanc autour du cou ou du poignet et/ou en brandissant une pancarte avec le hashtag **#JeSuisIranienne** ou le visuel des Vigilantes.



► **Invitation à « Premiers battements pour Pyramidion » :**

Le 8 mars se tiendra l'événement « Premiers battements pour Pyramidion » de l'artiste Milène Guermont, auquel est associé la CLEF. Toutes les femmes sont invitées à illuminer la nouvelle pyramide interactive au rythme de leurs battements de cœur le 8 mars entre 18h et 18h45, à la Mairie du 13<sup>e</sup> arrondissement.



<http://www.milenequermont.com/fr-fr/>

► **Appel à la grève générale et à la manifestation du 8 mars :**

Rassemblement place de la République à 15h40, heure à laquelle les femmes ne sont plus payées. Départ de la manifestation à 17h30 pour un parcours de République à Opéra en passant par les Grands Boulevards. Nous formerons un cortège en soutien aux Iraniennes.

► **Dernière étape du Tour de France de l'égalité de la CLEF avec le Projet Imagine à St Denis le 9 mars :**

LE PROJET IMAGINE  
CLEF

sont heureux de vous inviter à la projection-débat du film

**DES FEMMES ET DES HOMMES**  
le documentaire de référence sur l'égalité Femme/Homme dans le monde  
VENDREDI 9 MARS 2018 à 19H45  
au Cinéma L'Écran, 14 Passage de l'Équerre, 92300 Saint-Denis  
(Métro: Bibliothèque de Saint-Denis) - Accueil à partir de 19H30

En présence de  
Laurent RUSSIER, Maire de Saint-Denis  
Stéphane TROUSSEL, Président de la Seine-Saint-Denis  
Frédérique BEDOS, Fondatrice de TONG Le Projet Imagine

Françoise MORVAN, Présidente de la CLEF, membre du HCEfH  
Ghada HATEM, Médecin-Chef de la Maison des Femmes de Saint-Denis  
Edouard DURAND, Magistrat, Tribunal pour enfants de Bobigny, membre du HCEfH

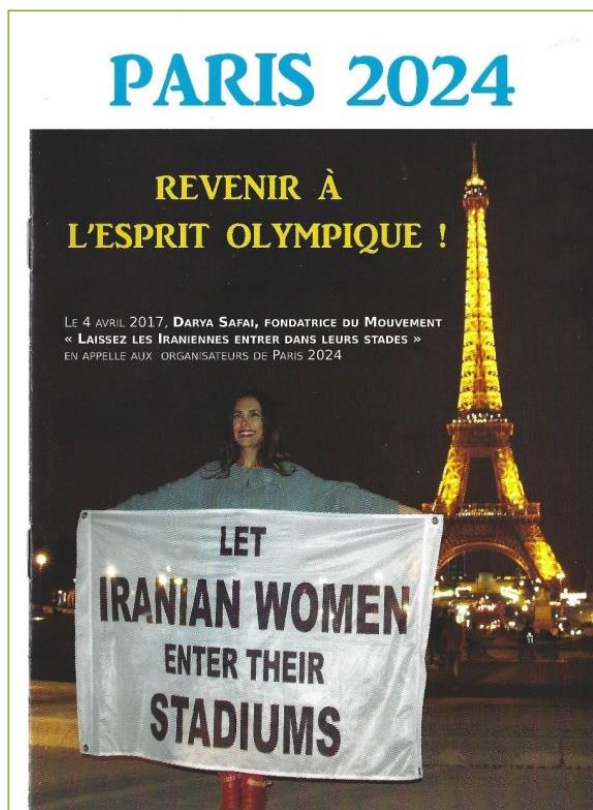
Merci de vous inscrire sur [www.wezevent.com/projection-des-femmes-et-des-hommes](http://www.wezevent.com/projection-des-femmes-et-des-hommes)  
Pour tout renseignement, vous pouvez contacter Violette PEROTTE [violette.perotte@lamaisondesfemmes.fr](mailto:violette.perotte@lamaisondesfemmes.fr)

MAIRIE DE SAINT-DENIS



## Les événements organisés par la CLEF

► Réédition de la brochure de Boycott – Paris 2024 : « revenir à l'esprit Olympique »  
01/2018



Une réédition de la brochure a été effectuée pour la réactualiser en tenant compte des évolutions récentes qui sont survenues en Arabie Saoudite et en Iran.

### RÉSUMÉ

En Iran et en Arabie Saoudite l'apartheid entre les femmes et les hommes s'impose partout ; le sport ne fait pas exception. Il est temps que le monde du sport prenne conscience des résistances se manifestant chaque jour davantage, et qu'il cesse de tolérer des pratiques contraires aux droits fondamentaux et à la Charte Olympique.

**Nous demandons que les organisateurs des J.O. Paris 2024 œuvrent auprès du CIO pour un boycott sportif des pays qui imposeraient encore l'apartheid sexuel aux femmes, comme il a su le faire à l'encontre de l'Afrique du Sud sous le régime de l'apartheid racial.**

*janvier 2018*

► Colloque : « La lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles : où en est le droit français dans l'application de la Convention d'Istanbul ? » 26/01/2018

En 2018, le comité GREVIO a examiné les informations présentées par les États Parties à la Convention d'Istanbul, parmi lesquels figure la France.

C'est à ce titre que la CLEF a tenu à organiser un colloque le 26 janvier 2018 afin d'aborder d'analyser les enjeux de la Convention d'Istanbul, ses principales dispositions, son application suivie par le GREVIO et les mises en conformité avec le droit français réalisées ou à poursuivre.

*Le GREVIO est l'organe spécialisé indépendant qui est chargé de veiller à la mise en œuvre, par les Parties, de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul).*

*Le GREVIO élaborera et publiera des rapports dans lesquels il évaluera les mesures d'ordre législatif et autres prises par les Parties pour donner effet aux dispositions de la Convention. Dans les cas où il est nécessaire d'agir pour prévenir des actes de violence graves, répandus ou récurrents visés par la Convention, le GREVIO peut engager une procédure d'enquête spéciale. Le GREVIO peut aussi adopter, le cas échéant, des recommandations générales sur des thèmes ou des notions de la Convention.*

**PROGRAMME**

**COLLOQUE**  
*Organisé par la CLEF*

**VENDREDI 26 JANVIER 2018**

**La lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles : où en est le droit français dans l'application de la Convention d'Istanbul ?**

288 Boulevard Saint-Germain, 75007 Paris




**VENDREDI 26 JANVIER 2018**

**PROGRAMME**

**8h30 > 13h**

8h30 - ACCUEIL

9h - Ouverture du colloque

- Isabelle COUSTET, *chefe de bureau d'information en France du Parlement Européen*
- Françoise MORVAN, *présidente de la CLEF*

*Hommage à Maudy Piot*

9h15 - Introduction

- Christine REVAULT D'ALLONNES BONNEFOY, *députée européenne socialiste d'Ile de France*

9h30-10h30 - 1<sup>ère</sup> Table ronde : Mettre fin au continuum des violences contre les femmes et les filles  
*Animée par Moïra SAUVAGE, Vice-présidente d'Excision, parlons-en !*

- Alain PIOT, *sociologue*

*Présentation du numéro d'appel réservé aux femmes handicapées victimes de violences*

- Gwendoline LEFEBVRE, *députée nationale au LEF*

*Présentation de la campagne du LEF*

- Françoise BRIE, *directrice exécutive de la Fédération solidarité femmes et membre française du GREVIO*

*Présentation de la Convention d'Istanbul et de son mécanisme de suivi, le GREVIO*

**Débats et échanges avec les participant-es**

10h30-11h30 - 2<sup>ème</sup> Table ronde : Audition de la France par le GREVIO en mars  
*Animée par Françoise MORVAN, présidente de la CLEF*

- Alexis RINCKENBACH, *chef au bureau des affaires européennes et internationales à la direction générale de la cohésion sociale (DGCS)*

*Préparation du rapport officiel de la France*

- Marie-Gabrielle CAMPANA, *Secrétaire générale de la CLEF et membre de l'Observatoire européen des violences contre les femmes*

*État des lieux de la législation française par rapport aux violences à l'encontre des femmes. Quels changements sont attendus par les féministes ?*

- Catherine BONNET, *psychiatre d'enfants et d'adolescent-es*

*Obligation de signaler les violences et agressions sexuelles par les médecins français-es.*

**Débats et échanges avec la salle sur le contenu du rapport alternatif**

*Conclusion, par Marlène SCHIAPPA, Secrétaire d'Etat chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes (sous réserve)*

**VENDREDI 26 JANVIER 2018**

## ► Étape du Tour de France de l'Égalité à Evreux le 13 Février 2018

En 2018, le **Tour de France de l'égalité** lancé à l'occasion de la journée internationale pour les droits des femmes le 8 mars 2016 à l'Hôtel de Ville de Paris a pris fin à Evreux le 13 Février.

Pour cette dernière étape la CLEF s'est associée à la Maison de l'Europe de l'Eure en partenariat avec le Lycée Horti-Pôle et la Délégation départementale des droits des femmes et a participé à 3 ateliers consécutifs autour du thème : "**Horizon 2030 : Agriculture au féminin**".

Le premier atelier, animé par les services de l'État, a été consacré à la situation actuelle en France avec un point sur **les agricultrices françaises, leur situation statutaire et foncière**.

Ensuite, nous avons abordé **les perspectives européennes et l'apport du lobby européen des femmes** avec la Maison de l'Europe de l'Eure.

Enfin, le troisième atelier, mené par la CLEF, a démontré que **l'égalité femmes-hommes est un corollaire au développement durable**.

Le bilan de ces ateliers a été compilé dans un dossier déposé au sein de l'Organisation des Nations Unies pour la Journée Internationale des Droits des Femmes. De plus, un rapport a été déposé au sein de la Commission européenne.

EPLEFPA  
Lycée Horti-Pôle  
27000 Évreux  
6 rue Georges Politzer  
Parking : Rue de la Sablonnière  
Salle des Conseils

13-02-2017  
14h-18h

Horizon 2030 :  
**Agriculture au Féminin**

14h : Accueil <i>bonjour</i>	15h30 : Atelier 2 Perspectives européennes et apport du Lobby Européen des Femmes	17h30 : Verre de l'amitié
14h30 : Atelier 1 Situation statutaire et foncière des agricultrices en France.	16h30 : Atelier 3 Égalité femme homme corollaire au développement durable	18h : Clôture <i>AU REVOIR</i>

FAIRE CONNAITRE LA CONVENTION SUR L'ÉLIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATIONS A L'ÉGARD DES FEMMES (CEDEF/CEDAW).  
UN PROJET POUR 2016-2018

## ► Dernière étape du Tour de France de l'Égalité à Saint-Denis le 9 Mars 2018

La CLEF et le projet Imagine avec la **Maison des femmes de Saint Denis** et en partenariat avec la **Mairie et le Conseil Départemental de Seine Saint-Denis** a organisé une soirée de projection-débat du film « **Des Femmes et des Hommes** » de **Frédérique Bedos** le vendredi 9 mars 2018.

Cette projection a fait partie du projet de Tour de France de l'Égalité initié en mars 2016 **pour mieux faire connaître la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'encontre des femmes (CEDEF/CEDAW) aux institutionnels et au grand public.**



### Déroulé

- Mot des institutionnels Laurent Russier et de Stéphane Troussel
- Projection du film
- Table ronde autour des thématiques d'égalité F/H :

**Frédérique Bedos** (fondatrice de l'ONG Le Projet Imagine)

Introduction en rapport avec le film,

**Françoise Morvan** (présidente de la CLEF, membre du HCE)

Les droits des femmes à l'international

**Edouard Durand** (magistrat, Tribunal pour enfants de Bobigny, membre du HCE)

La prise en charge des femmes victimes de violence du point de vue national,

**Ghada Hatem** (Médecin-Chef de la Maison des Femmes de Saint-Denis)

État des lieux sur les Femmes en Seine Saint Denis du point de vue médical.





sont heureux de vous inviter à la projection-débat du film

## DES FEMMES ET DES HOMMES

le documentaire de référence sur l'égalité Femme/Homme dans le monde

**VENDREDI 9 MARS 2018 À 19H45**

au **Cinéma L'Ecran**, 14 Passage de l'Aqueduc 92300 Saint Denis  
(métro Basilique de Saint Denis) - Accueil à partir de 19H30



DES FEMMES ET DES HOMMES  
Un film de FRÉDÉRIQUE BEDOS

En présence de  
**Laurent RUSSIER**, Maire de Saint-Denis  
**Stéphane TROUSSEL**, Président de la Seine-Saint-Denis  
**Frédérique BEDOS**, fondatrice de l'ONG Le Projet Imagine  
**Françoise MORVAN**, Présidente de la CLEF, membre du HCEfh  
**Ghada HATEM**, Médecin-Chef de la Maison des Femmes de Saint-Denis  
**Edouard DURAND**, Magistrat, Tribunal pour enfants de Bobigny, membre du HCEfh

Merci de vous inscrire sur  
[www.weezevent.com/projection-des-femmes-et-des-hommes](http://www.weezevent.com/projection-des-femmes-et-des-hommes)  
Pour tout renseignement, vous pouvez contacter **Violette PEROTTE**  
[violette.perrotte@lamaisondesfemmes.fr](mailto:violette.perrotte@lamaisondesfemmes.fr)



*Synopsis: Des Femmes et des Hommes rend compte de l'évolution de nos sociétés sur une question fondamentale : l'égalité entre les femmes et les hommes. Il aborde le sujet d'un point de vue historique, économique et culturel en donnant la parole à des intervenants internationaux spécialisés sur ces questions. Loin des clichés, Des Femmes et des Hommes fait prendre conscience que, pour faire face aux défis de notre temps, la voie de l'égalité pour tous est la voie du progrès.*

**Notre objectif, de faire connaître la CEDAW et de susciter des débats autour de ce texte fondateur international, est atteint.** Pour chacune des étapes, nous avons pu recevoir le soutien actif du Secrétariat aux Droits des Femmes, du HCE- FH, du Défenseur des Droits, des collectivités locales, des parlementaires, des universitaires, en particulier le groupe Régine, du projet Imagine et des associations locales.

► Manifestation en soutien aux femmes Iraniennes le 15 février 2018

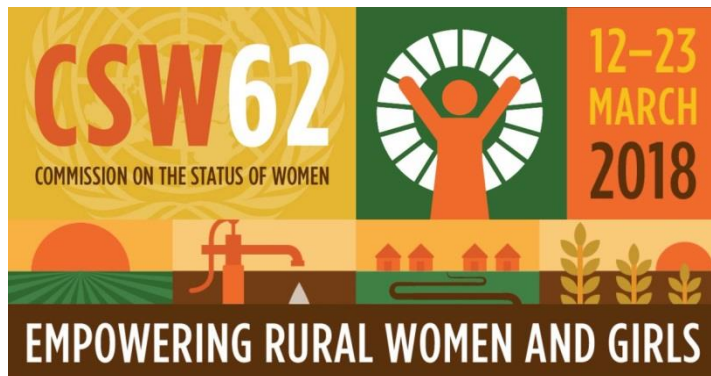


Afin de démontrer **notre soutien aux femmes iraniennes et à leur combat pour leur liberté**, nous avons manifesté avec plusieurs associations, dont la Ligue des femmes iraniennes pour la démocratie, la Marche mondiale des femmes et Regards de femmes devant l'ambassade d'Iran à Paris le jeudi 15 février 2018.

Nous avons aussi rédigé et envoyé à la presse un communiqué sur cette manifestation.

La CLEF a le statut **ECOSOC** ce qui lui permet de participer chaque année à la **Commission du Statut des Femmes des Nations Unies**. Cette Commission se base sur la CEDAW, sur la Plateforme d'action de Pékin, et sur les objectifs du millénaire pour mesurer les progrès accomplis par les pays par rapport à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes. La CLEF y participe depuis de nombreuses années dans le cadre de la délégation française.

Une délégation composée de Françoise Morvan (représentant l'Assemblée des Femmes IDF), Louisa Renoux (représentant l'association Parité Assurance) **à compléter** a participé à la commission qui avait lieu du 12 au 23 mars 2018.



**Thème prioritaire:**

*Problèmes à régler et possibilités à exploiter pour parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes et des filles en milieu rural.*

**Thème de l'évaluation:**

*La participation et l'accès des femmes aux médias et aux technologies de l'information et des communications, les incidences de ceux-ci et leur intérêt pour la promotion et l'autonomisation des femmes (conclusions concertées de la quarante-septième session).*

**Notre déclaration préalable**

La CLEF y a souligné le nécessaire changement de mode de production agricole pour une plus grande égalité entre les femmes et les hommes dans la perspective de l'agenda 2030

La notion d'espace rural est une notion en évolution permanente et sa définition change selon que ces territoires sont plus ou moins éloignés des pôles urbains.

On évalue à seulement 10 % le nombre de femmes accédant à la terre alors qu'elles couvrent 50 % des besoins alimentaires par leur travail dans le monde.

En France, le renouvellement des agriculteurs est caractérisé par une forte reproduction des lignées masculines, puisque seulement 13 % des filles figurent parmi les « héritières » agricoles.

Par ailleurs, pour répondre au besoin d'accroître de manière indéfinie les rendements agricoles, la France consomme 80 000 tonnes de pesticides par an. Elle en est le troisième utilisateur dans le monde et le premier dans l'Union Européenne.

**Nos recommandations:**

- mettre en œuvre des statistiques sexuées fiables
- Assurer des revenus décents aux agricultrices, et une pleine protection sociale et des retraites
- Mettre en place des programmes d'informations, de sensibilisation et des formations à l'égalité des chances
- Assurer des revenus décents aux agricultrices, et une pleine protection sociale et des retraites
- Développer une agriculture inclusive et biologique

---

## **Rencontre avec Marlène Schiappa, Secrétaire d'Etat à l'Egalité entre les femmes et les hommes et François Delattre, Ambassadeur et représentant de la France à l'ONU.**

Mme Schiappa nous a annoncé une bonne nouvelle : dorénavant, le MEAE utilisera l'expression « Droits humains » et abandonnera celle de « Droits de l'homme »  
Elle était cependant inquiète car :

- La question des Droits sexuels et reproductifs devient cruciale car elle est de plus en plus remise en cause au niveau mondial
- Grand besoin donc de vigilance, et besoin de s'associer avec les autres états progressistes, la France doit préserver, développer, et renforcer les DSR dans le monde
- La notion de laïcité qui reste très française est incomprise : à défendre par tous les moyens !

L'ambassadeur a rappelé le contexte mondial particulièrement difficile : de nombreux pays d'Afrique, le monde arabe, la Russie, et le Vatican sont opposés à France, ainsi que les USA de Trump, s'y ajoutent certains pays d'Europe comme la Hongrie et la Pologne... Les avancées de Pékin sont donc plus difficiles que jamais à conserver !

D'autre part la place de la société civile est de plus en plus difficile à faire respecter (par exemple les défenseuses des droits des femmes)

La France a réussi à introduire le harcèlement, l'accès à la propriété de la terre, l'enregistrement des naissances et la lutte contre les violences dans les négociations, mais elle a besoin de l'aide des pays africains sur les violences et sur la lutte contre les stéréotypes.

---

**La CLEF a organisé quatre événements**, à la fois dans l'enceinte même des Nations Unies, et dans le cadre du forum des organisations non-gouvernementales (NGO).

Cela a été pour nous l'occasion de faire entendre, dans l'optique du thème choisi cette année, **la voix des femmes menacées à différents niveaux par le changement climatique.**

La CLEF en partenariat avec la Plateforme Genre et Développement et la Fondation Jean Jaurès a organisé 3 événements parallèles (détaillés ci-dessous) qui ont traité **des enjeux convergents entre les questions de transition écologique et de climat et l'autonomisation des femmes en zones rurales.**



### Transition écologique et autonomisation des femmes rurales : des enjeux convergents

La CLEF, la Plateforme Genre et Développement et la Fondation Jean Jaurès s'associent pour un programme de trois ateliers complémentaires sur les enjeux « Femmes, agriculture, climat, autonomisation et droits ».

#### Transition écologique et climat : les femmes rurales en première ligne

Cette conférence abordera le rôle des femmes rurales et agricultrices au Sud comme au Nord dans la réalisation des objectifs de développement durable dans le contexte de l'adaptation aux changements climatiques.

**13 mars à 8h30**

Lieu : 4 W 43rd Street, Room: Gallery

#### Accès à la terre et aux droits sexuels et reproductifs pour chaque femme

Resitués dans le contexte de l'ODD n°5, les interventions porteront sur la propriété foncière des femmes en Europe et en Afrique, l'héritage source de lourdes inégalités des la naissance pour les femmes, les droits sexuels et reproductifs des femmes dans le monde.

**14 mars à 10h**

Lieu : Organisation Internationale de la Francophonie, 801, 2nd Avenue suite 605

#### L'impact du changement climatique sur les femmes et les filles en milieu rural

Cette conférence se propose de revenir sur les impacts du changement climatique sur les femmes et les filles en milieu rural en mettant en lumière des analyses et des solutions concrètes proposées par des ONG et par des institutions internationales.

**14 mars à 16h**

Lieu : 4 W 43rd Street, Room: Gallery

**Organisations coordonnatrices :** Coordination pour le Lobby européen des Femmes (CLEF), Adéquations, Genre en Action, Plateforme Genre et développement (MEAE), Fondation Jean Jaurès

**Partenaires :** Réseau Francophone pour l'égalité Femmes-Hommes, Fondation des Femmes de l'Euro-Méditerranée, FPES, Planning Familial, Organisation internationale de la Francophonie, UNICEF, ONU Femmes France, R20

#### Contacts

Yveline NICOLAS - +3368884205/ [yveline-nicolas@adequations.org](mailto:yveline-nicolas@adequations.org)  
Françoise MORVAN - +33603155624/ [fmorvan2007@yahoo.fr](mailto:fmorvan2007@yahoo.fr)

## Nos ateliers, organisés conjointement avec la Fondation Jean Jaurès, et la plateforme Genre et développement

### 1-Transition écologique et climat : les femmes rurales en première ligne

#### Atelier coordonné par Adéquations

La représentante du MEAE a exposé la nouvelle stratégie genre du MEAE : dépasser les enjeux du simple développement en intégrant la nécessité de l'égalité entre femmes et hommes comme un levier essentiel pour faire bouger les lignes traditionnelles et atteindre un « développement durable, inclusif et équitable ». En insistant, plus que sur la simple coopération avec l'Afrique, sur le fait que c'est un enjeu mondial. Dorénavant, 50% de l'aide de la France sera axée sur le genre : éducation des filles, droits sexuels et reproductifs, autonomisation économique et lutte contre les violences.

L'AFD développe un exemple, en Colombie, de plan de développement rural intégré Le sénégalais, Daouda Diop souligne les répercussions locales des transformations du climat : remontée des eaux qui noient des champs, raréfaction de l'eau ailleurs, qui obligent les femmes à marcher des heures pour en trouver...Il souligne l'importance des responsabilités à donner aux femmes pour que cela change dans leur vie quotidienne ! Jusqu'à maintenant, dans le monde : 100 milliards ont été dédiés à lutte contre le changement climatique, dont seulement 0,1% qui prennent en compte l'égalité femmes hommes...

### 2- Accès à la terre et à la maîtrise de son corps pour chaque femme

#### Atelier coordonné par la CLEF

Deux conditions sont indispensables à l'autonomisation des femmes rurales dans le cadre de l'agenda 2030 : l'accès à la terre et l'accès à la maîtrise de son corps. Les femmes doivent pouvoir disposer de leur destin professionnel et économique, elles contribueront ainsi à l'atteinte de plusieurs ODD à la fois.

Seulement 16% des femmes possèdent la terre ! Interventions de femmes de terrain de Madagascar et du Maroc où l'héritage exclut les femmes, du Planning France et du Burkina Faso qui soulignent les disparités entre pays pauvres et Occident, et le besoin primordial d'une éducation à la sexualité et aux droits sexuels et reproductifs, en rappelant que 43% de la population mondiale a moins de 18 ans...et que 60 millions de filles sont mariées encore impubères, que 5 millions d'adolescentes sont enceintes, et que 30% des filles disent que leur premier rapport a été forcé...

### 3-L'impact du changement climatique sur les femmes et les filles en milieu rural

#### Atelier organisé à la suite de la publication du Livre blanc « Femmes, Santé et Climat » par la « commission changement climatique » de la CLEF.

Interventions de la représentante d'ONU femmes, du Directeur de l'Institut européen de la Méditerranée, de la Présidente du LEF, de la représentante de l'Unicef et de la Secrétaire générale du Haut conseil à l'égalité (HCEFH).

Les débats ont été introduits par une intervention vidéo de Marlène Schiappa, Le but de l'atelier était de montrer comment, sur place, on peut agir : d'un douar au Maroc où, avec participation des habitants, une caravane de sensibilisation a été organisée, à la mise en place d'un système de jeunes « you report », qui sensibilisent les jeunes à ce problème autour d'eux et le rapportent à l'Unicef, en passant par l'installation en Zambie de relais écologiques et la diffusion d'une bande dessinée, les exemples furent vivants et multiples. A été également souligné le besoin d'utiliser les savoirs ancestraux des femmes pour trouver des solutions, mais aussi les formations utiles à toutes, comme ces femmes âgées en Inde à qui on a appris comment se servir de panneaux solaires (ONU femmes), ou la nécessité d'apprendre à nager aux femmes après des inondations au Vietnam (ONU femmes)....





La CLEF au côté de Marlène Schiappa, de la fondation Jean Jaures et du Swedish Women Lobby, a organisé un side event sur **l'autonomisation politique des femmes**. La ministre suédoise des droits des femmes, des représentantes du Maroc et de la côte d'Ivoire ont ainsi pu brosser un tableau édifiant des obstacles qui s'opposent encore à une parité pourtant revendiquée par tous comme le seul moyen de faire vivre une vraie démocratie représentative.

**Government Offices of Sweden**

**BRISONS LE PLAFOND DE VERRE**  
Autonomisation politique des femmes  
et accès des femmes aux responsabilités politiques

**Lundi 12 mars 2018, 18h30**  
Salle de conférence CR1, bâtiment des Nations Unies

**Evènement parallèle à la CSW 62 parrainé par la France et la Suède**  
Organisé par les Coordinations française et suédoise du Lobby européen des femmes (CLEF et SWL) et la Fondation Jean Jaurès, France

**- Intervenants -**

**Marlène SCHIAPPA**, secrétaire d'Etat chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, France  
**Asa REGNER**, ministre de l'enfance, des personnes âgées et de l'égalité entre les femmes et les hommes, Suède  
**Yannick GLEMAREC**, secrétaire général adjoint des Nations Unies, directeur exécutif adjoint aux politiques et programmes des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme (ONU-Femmes)  
**Namizata SANGARE**, présidente de la Commission nationale des droits de l'Homme, Côte d'Ivoire  
**Fouzia ASSOULI**, présidente de la Fondation des femmes de l'Euro-Méditerranée, Maroc

**- Modératrices -**

**Françoise MORVAN**, présidente de la Coordination française du Lobby européen des femmes (CLEF)  
**Ghislaine TOUTAIN**, ancienne députée, Fondation Jean-Jaurès, France  
**Clara BERGLUND**, secrétaire générale de la Coordination suédoise du Lobby européen des femmes (SWL), Suède

@j\_jaures  
@CleFemmes  
@SwedenUN  
@Egal\_FH

Fondation Jean Jaurès

### Side-Event de la France « *Brisons le plafond de verre !* » : les femmes en politique

Animation de ce side event officiel à l'intérieur de l'ONU confiée à la CLEF soutenue par le Lobby suédois des femmes en partenariat avec la Fondation Jean Jaurès.

Il a réuni autour de **Marlène Schiappa**, notre Secrétaire d'Etat aux droits des femmes, **Pernilla Baralt**, la nouvelle ministre de l'Enfance, des personnes âgées et de l'égalité de la Suède, **Asa Regnér** et **Yannick Glamarec**, tous deux secrétaires adjoint.es au Secrétariat général des Nations Unies et adjoint.e.s à la Directrice exécutive d'ONU femmes, **Namizata Sangaré**, Présidente de la Commission des droits humains de Côte d'Ivoire, et **Fouzia Assouli**, Présidente de la Fondation des femmes de l'Euro méditerranée.

De 2 femmes sur 255 députés en Côte d'Ivoire à 43% de femmes parlementaires en France en passant par 20% en Suède, on constate beaucoup de disparités...Il semble que la Suède ne doive plus être considérée comme un modèle lorsqu'au Maroc on constate qu'il y a aujourd'hui 22% de femmes au parlement.

Les interventions le confirment, c'est encore partout difficile pour les femmes en politique : insultes, critiques sur les réseaux sociaux, c'est toujours le sexisme et le harcèlement qui dominent.

Conclusion : plus qu'un problème pour les femmes, c'est un problème de démocratie lorsque 50% de de la population n'est pas -ou mal-représentée dans ses instances dirigeantes.

### Bilan

Les conclusions agréées de la CSW62 ([www.unwomen.org](http://www.unwomen.org)) toujours en demi-teinte permettent cependant d'espérer une volonté des pays de donner plus de place aux femmes dans la vie publique et économique, à une condition essentielle que leurs droits fondamentaux soient considérés et respectés.

Pour finir : quelques bonnes nouvelles

La nouvelle directrice exécutive adjointe de UN Women vient d'être nommée, il s'agit de l'ex ministre suédoise des droits des femmes, Asa Regnér, une féministe déclarée.

“Je suis féministe ! » a déclaré le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres lors de la cérémonie d'ouverture. Plus tard, il a affirmé aux ONG son souhait de purger le système de l'ONU de toute forme de violence masculine et de harcèlement. Il a aussi invité les ONG à « lui rendre la vie difficile » en lui réclamant des comptes tout au long de son mandat. Ce qu'avec d'autres nous ne manquerons pas de faire !

10/12/2018

À l'occasion du **70ème anniversaire de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme**, adoptée à Paris en 1948, la Coordination Française du Lobby Européen des Femmes (CLEF), l'association Femmes Monde, l'association Femmes du Monde et Réciproquement, en lien et avec le soutien de la Commission Nationale Française pour l'UNESCO, et en partenariat avec la Mairie de Paris, ont organisé un événement culturel et historique international. La soirée a été animée par France MEDIA MONDE et par Virginie Herz, rédactrice en chef du magazine ACTUELLES de France 24.

La CLEF a souhaité rendre **femmage** aux autrices qui ont grandement contribué à son écriture et qui encore à ce jour restent méconnues du grand public : **l'indienne Hansa Mehta et l'américaine Eleanor Roosevelt**.

**INVITATION**

## LA DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME ... et les femmes ?

Des pionnières, Eleanor Roosevelt et Hansa Mehta, aux enjeux du 21 siècle pour les droits des femmes

**PROGRAMME**

**MOT D'ACCUEIL**  
Jocelyne Adriant-Mebtoul, Présidente de la CLEF

Présentation des associations à l'initiative du colloque  
Femmes Monde, **Danielle Michel-Chich**, Présidente  
Femmes du Monde et Réciproquement  
**Marie Chollet**, Secrétaire générale

**OUVERTURE**  
S.E. Laurent Stéfani, Ambassadeur de France à l'UNESCO  
**Ankan Banerjee**, Chargé d'Affaires  
Ambassade de l'Inde en France

**PREMIÈRE TABLE RONDE**  
Rendre leur place aux deux femmes historiques de la DUDH  
l'américaine Eleanor Roosevelt et l'indienne Hansa Mehta

Le contexte de la Déclaration  
**Brigitte Evano**, Philosophe

Eleanor Roosevelt et Hansa Mehta  
**Claudine Monteil**, Conseillère technique Commission  
Française pour l'UNESCO, Femme de lettres, historienne

**DEUXIÈME TABLE RONDE**  
La DUDH: Quels gains, aujourd'hui, pour les femmes?  
Le cas du viol.

De la Déclaration aux Cours de justice internationales : le long  
chemin vers la reconnaissance du viol systématique des  
femmes comme "arme de guerre". De la Bosnie au Rwanda.  
**Elisabeth Claverie**, anthropologue, CNRS

Viol et viol conjugal, une longue et difficile reconnaissance  
des droits des femmes dans le code pénal en France.  
**Me Nathalie Tomasini** et **Me Janine Bonnaguait**,  
Avocat·es à la Cour

**CONCLUSIONS**  
**Gaël de Maisonrouve**, Délégué aux Affaires Francophones,  
Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères

**Hélène Bidard**,  
Adjointe à la Maire de Paris, Chargée de l'égalité femmes-  
hommes et de la lutte contre les discriminations (sous réserve)

Animé par Virginie Herz de France Médias Monde

Lundi 10 décembre 2018 de 18h à 20h  
Mairie du 3ème arrondissement de Paris  
Salle des fêtes et salle des mariages

**COCKTAIL D'INAUTOIRE**

**Jocelyne Adriant-Mebtoul**, présidente de la Coordination Française du Lobby Européen des Femmes (CLEF), fondatrice-présidente de *Femmes du Monde et Réciproquement (FMR)* se réjouit de la présence dans le public de personnes de tous âges. **Danielle Michel-Chich**, présidente de *Femmes Monde*, a rappelé le rôle des associations, en particulier culturelles, pour la promotion des femmes de culture, et le travail inlassable dans ce sens de son association coorganisatrice de l'évènement.



A l'ouverture, **Laurent Stefanini**, ambassadeur de France à l'UNESCO, souligne qu'Hansa Mehta a été Représentante Permanente de l'Inde auprès de l'Unesco.

M. **Ankan Bannerjee**, chargé d'Affaires de l'Ambassade de l'Inde en France, a illustré l'apport, souvent méconnu, de Hansa Mehta, grande dame de l'indépendance de l'Inde auprès de Gandhi et combattante infatigable pour les droits humains.



Dans ce contexte la philosophe **Brigitte Evano**, vice-présidente de *Femmes du Monde et Réciproquement*, a rappelé le contexte géopolitique et historique dans lequel la Déclaration universelle des Droits dits de l'homme a été rédigé. Deux axes principaux ont été dégagés : une analyse du concept d'universalité et déroulement des faits historiques, sociaux et politiques qui conduisirent à l'adoption de la DUDH, le 10 décembre 1948.



Puis **Claudine Monteil**, vice-présidente de *Femmes Monde*, secrétaire générale de la CLEF, femme de lettres, historienne, a témoigné sur les parcours et combats d'Eleanor Roosevelt et Hansa Mehta. Elle a rappelé les parcours et les engagements d'Eleanor Roosevelt et de Hansa Mehta et l'histoire mouvementée de la rédaction de la Déclaration. L'intégration des droits des femmes dans le texte fut le résultat d'un travail diplomatique harassant d'Hansa Mehta et d'Eleanor Roosevelt, tant les réticences de représentants de nombreux pays, tous des hommes, étaient fortes.

La deuxième partie de la soirée fut consacrée aux gains de la Déclaration aujourd'hui pour les femmes.

Lors de la deuxième Table ronde, l'anthropologue **Elisabeth Claverie**, directrice honoraire à l'EHESS, spécialiste des juridictions internationales et de leurs procès (TPIY, CPI, notamment) intervenait sur ce que le Droit fait à la Guerre et ce que la Guerre fait au Droit, en particulier sur les gains aujourd'hui pour les femmes. Elle a en effet **analysé les effets de la déclaration dans les cours de justice internationales notamment sur la reconnaissance du viol comme arme de guerre.**



Maître Nathalie Tomasini et Maître Janine Bonaggiunta, avocates à la Cour, qui ont défendu avec pugnacité Jacqueline Sauvage victime de tant d'années de violences conjugales, ont exposé l'évolution des droits des femmes dans le droit français : « Viol et viol conjugal, une longue et difficile reconnaissance des droits des femmes dans le code pénal en France ». Elles se sont déclarées très favorables au moment #MeToo. Elles ont également témoigné de leur travail avec les femmes victimes de violences conjugales et les difficultés rencontrées pour faire reconnaître ses actes devant la justice.



**Cet évènement fût un véritable succès pour la CLEF puisque 200 personnes y ont dont une vingtaine de lycéen.es.**



# Participation aux initiatives de nos partenaires

## ► Première Journée nationale de Ensemble Contre le Sexisme -25 janvier 2018

### ● CP Ensemble Contre Le Sexisme du 25/01/2018:

À l'issue d'une première journée de rencontre inédite consacrée au sexisme, le collectif Ensemble contre le sexisme présente 22 propositions concrètes pour lutter contre chacune de ses manifestations et appelle à la création d'une journée nationale contre le sexisme le 25 janvier.



COMMUNIQUE DE PRESSE  
Paris, le 25/01/2018

### L'APPEL DES 22

À l'issue d'une première journée de rencontre inédite consacrée au sexisme, le collectif Ensemble contre le sexisme présente 22 propositions concrètes pour lutter contre chacune de ses manifestations et appelle à la création d'une journée nationale le 25 janvier.

L'objectif de cette journée inédite ? Rendre identifiables par toutes et tous les manifestations de sexisme au quotidien sous toutes ses formes afin de proposer des actions fédératrices pour lutter contre ce fléau, source d'inégalités entre les femmes et les hommes.

En présence de Marlène Schiappa, Secrétaire d'État chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes et marraine de l'événement, cette première action d'envergure était consacrée au sexisme dans la santé, le travail, la culture et le sport. Les travaux de cette journée ont permis de mettre en évidence le sexisme sous toutes ses formes et dans tous les secteurs de la sphère privée et professionnelle : l'éducation, la culture, le sport, l'égalité professionnelle, la communication, le numérique, les droits sexuels et reproductifs, la santé et les violences sexistes et sexuelles. Propos condescendants, blâmes lourdes, incivilités, prégnance des normes restrictives et de stéréotypes sexistes dans le monde du travail du sport et de la culture... des secteurs qui se targuent pourtant de véhiculer des valeurs d'égalité, de diversité et de tolérance. Le sexisme enferme les femmes dans des rôles subalternes, des métiers moins valorisés et/ou moins payés et contribue à les disqualifier et les rendre invisibles. Il contribue largement à la persistance des inégalités entre les femmes et les hommes.

À l'issue de cette journée, 22 propositions concrètes sur l'entreprise, l'éducation, la santé, les droits sexuels et reproductifs, le sport et la culture, ont vu le jour, parmi lesquelles :

- L'éducation qui joue un rôle central pour construire une culture de l'égalité entre les femmes et les hommes,
- Les lieux de travail (entreprises et fonctions publiques), où se jouent des relations interpersonnelles entre les femmes et les hommes et ont cours des procédures pouvant comporter des biais de sexe
- L'accès à la santé sexuelle et reproductive qui est un enjeu de santé publique et une condition de l'épanouissement et de l'autonomie des femmes,
- La protection de la santé qui est un droit fondamental garanti par la Constitution,
- L'art et la culture qui construisent et transmettent les représentations du monde qui conditionnent nos imaginaires et façonnent notre société,
- Le sport qui est un enjeu de bien-être, de santé et d'épanouissement du corps des femmes,
- Les médias qui véhiculent un système de représentations qui est aussi un système de valeurs, qui a pour but de donner à voir un monde pluriel,
- La formation de chacun et chacune au sexisme qui est le moyen le plus efficace pour l'apprendre et y faire face,
- La question de la place des femmes aux postes de responsabilité et de la visibilité des femmes remarquables qui est centrale pour s'émanciper des stéréotypes sexistes et construire la mixité,
- Le langage et les visuels associés qui façonnent notre vision du monde,
- Le rôle de des réseaux de femmes comme lieux de réassurance et d'innovation
- Les moyens financiers et en ressources humaines qui demeurent les clés d'une action efficace contre le sexisme,

Page 1 sur 4



### Retrouvez les 22 propositions ci-dessous

#### L'appel des 22 :

Parce que l'éducation joue un rôle central pour construire une culture de l'égalité entre les femmes et les hommes, nous proposons de :

Proposition 1 : Veiller à garantir une juste représentation des femmes et des hommes dans les programmes et les manuels scolaires, notamment en rendant visibles des femmes remarquables, et intégrer la question de l'égalité des droits entre les femmes et les hommes dans l'enseignement primaire et secondaire;

Proposition 2 : Promouvoir les formations scientifiques et techniques auprès des filles en montrant qu'elles conviennent tout autant aux filles qu'aux garçons et encourager les entreprises et centres de recherche à permettre à leurs employés·e·s ou aux étudiants·e·s de participer à des actions de promotion des sciences ou de mentorat dans les établissements scolaires sur leur temps de travail;

Parce que, dans les lieux de travail (entreprises et fonctions publiques), se jouent des relations interpersonnelles entre les femmes et les hommes et ont cours des procédures pouvant comporter des biais de sexe, nous proposons de :

Proposition 3 : Inviter les entreprises et les fonctions publiques à afficher une tolérance zéro contre le sexisme, à établir un programme d'action qui définit les actes prohibés et les sanctions encourues et impliquer les hommes dans toutes ces actions;

Proposition 4 : Rendre obligatoire dans les entreprises et les fonctions publiques, à partir d'un seuil à déterminer, la mise en place d'une cellule d'écoute et d'un référent·e chargé·e d'accompagner les victimes de violences sexistes et sexuelles, en veillant à communiquer les coordonnées des structures en charge de l'écoute et de l'accompagnement des femmes victimes de violence;

Proposition 5 : Encourager l'intégration, dans le dialogue social de l'entreprise, d'actions de prévention et de traitement du sexisme et éliminer les biais de sexe dans les systèmes de classification et les procédures RH;

Proposition 6 : Lancer des appels à projet de recherche sur le sexisme au travail (impact sur la santé, sur la formation au travail, sur le sentiment d'appartenance à son lieu de travail, sur les stratégies de résistance) et évaluer régulièrement l'impact des actions engagées par des enquêtes portant sur la perception et l'expérience des salarié·e·s sur le sexisme;

Parce que l'accès à la santé sexuelle et reproductive est un enjeu de santé publique et une condition de l'épanouissement et de l'autonomie des femmes, nous proposons de :

Proposition 7 : Faire appliquer les dispositions existantes en matière d'éducation à la sexualité et d'information sur les droits sexuels et reproductifs et impliquer les garçons dans la contraception et les risques sexuels;

Proposition 8 : Garantir au niveau national que toutes les femmes aient accès aux mêmes droits en matière de contraception et d'avortement, quels que soient leur situation et l'endroit où elles vivent : accessibilité, gratuité et confidentialité pour les mineures, les 18-25 ans, les personnes en situation de précarité et de handicap, les femmes étrangères;

Parce que la protection de la santé est un droit fondamental garanti par la Constitution, nous proposons de :

Proposition 9 : Rendre accessible, sur tous les territoires, l'accès à la santé pour les femmes quelles que soient leurs situations familiales et sociales (et notamment les femmes handicapées, les femmes vivant avec le VIH, etc.) et garantir une information et une prévention avec des personnes ressources spécialisées dans les aspects spécifiques de la santé des femmes;

Proposition 10 : Développer la recherche pour une meilleure connaissance des spécificités biologiques des femmes et des hommes ayant un impact sur leur santé, à la fois en matière de prévention et de traitement et produire systématiquement des statistiques sexuelles;

Parce que l'art et la culture construisent et transmettent les représentations du monde qui conditionnent nos imaginaires et façonnent notre société, nous proposons de :

Proposition 11 : Valoriser le patrimoine et les œuvres de femmes notamment dans les répertoires des formations artistiques;

Proposition 12 : Appliquer l'égalité conditionnelle à toute structure artistique et culturelle recevant des crédits publics pour garantir une égale présence des femmes et des hommes dans les programmations et un égal accès aux moyens de production, aux réseaux et aux espaces de la visibilité et de la consécration artistique;

Parce que le sport est un enjeu de bien-être, de santé et d'épanouissement du corps des femmes, nous proposons de :

Proposition 13 : Adapter et promouvoir toutes les offres de pratiques sportives pour les rendre accessibles aux jeunes filles, aux femmes, en famille, en développant un accès unique (licence unique) de loisirs, de compétitions;

Parce que les médias véhiculent un système de représentations qui est aussi un système de valeurs, qui a pour but de donner à voir un monde pluriel, nous proposons de :

Proposition 14 : Renforcer les contenus audiovisuels (fictions, sport, documentaires, etc.) valorisant la place des femmes dans la société;

Parce que la formation de chacun et chacune au sexisme est le moyen le plus efficace pour l'apprendre et y faire face, nous proposons de :

Proposition 15 : Généraliser et rendre obligatoire l'information des élèves et la formation des professionnels de l'orientation, des enseignants et des parents sur le sexisme et le cybersexisme dans les établissements scolaires ainsi que dans les écoles et formations universitaires et artistiques, sans oublier les forums d'orientation et les salons des métiers;

Proposition 16 : Inviter les entreprises, les fonctions publiques, les intermédiaires de l'emploi à former l'ensemble de leur personnel sur le sexisme et mener une réflexion pour rendre cette formation obligatoire;

Proposition 17 : Former les professionnel·le·s de santé aux questions de sexisme et d'égalité entre les femmes et les hommes et entre les sexualités ainsi qu'aux questions de santé sexuelle et reproductive (sans oublier les femmes handicapées) et développer au sein des écoles de médecine et de personnels de santé une approche spécifique sur les problématiques de santé des femmes y compris le dépistage des violences;

Proposition 18 : Former systématiquement l'ensemble des professionnel·le·s, dont la police et la justice, à accueillir les femmes victimes de violence;

Parce que la question de la place des femmes aux postes de responsabilité et de la visibilité des femmes remarquables est centrale pour s'émanciper des stéréotypes sexistes et construire la mixité, nous proposons de :

Proposition 19 : Mettre en place, dans tous les secteurs, y compris par des mesures obligatoires, des objectifs chiffrés de progression des candidatures et de nominations de femmes (quand il y a une forte majorité d'hommes) et d'hommes dans les secteurs majoritairement féminins); plus spécifiquement modifier la hiérarchisation sexuelle des organisations sportives fédérales du niveau national au niveau local (loi du 4 août 2014) et légiférer pour inscrire une obligation de parité dans les différents métiers visibles ou audibles à l'antenne : présentateur·rice·s, journalistes, expert·e·s, personnes interviewées, etc.;

Proposition 20 : Favoriser et inciter au développement de réseaux de femmes comme lieux de réassurance et d'innovation notamment dans les secteurs où elles sont en minorité, comme dans le domaine scientifique et technologique;

Parce que le langage et les visuels associés façonnent notre vision du monde, nous proposons de :

Proposition 21 : Inciter, dans tous les lieux de travail et de sociabilité, à adopter une communication interne et externe sans stéréotypes de sexe (prise en compte de la place et du rôle des femmes dans les organisations, marque du féminin dans les noms de métier ou les fonctions); visuels équilibrés dans les représentations des femmes et des hommes et rédaction épique); concevoir des campagnes de publicité et de communication sans clichés sexistes et mettre en avant, dans tous les supports, des modèles identificateurs de femmes;

Membres du collectif : Centre national Avenir - Cercle interElles - Coordination Française pour le Lobby Européen des Femmes (CELF) - Fédération Française Ingénieurs - Femmes solidaires - Femmes Sport - Fédération Française des Citoyennes (FFC) - Fédération Nationale des Femmes (FNF) - Fondation des Femmes - Global Women - Grande école de Rennes - Réseau Social, réseau Égale - Réseau Social à l'Égalité - Haut Conseil à l'Égalité entre les Femmes et les Hommes (HCE) - Mouvement Fé - Mouvement Français pour le Planning Familial - Observatoire de l'Égalité des territoires et de la parité en entreprise - ONU Femmes France - Social Builder - Toutes Femmes - Toutes Communiquées - W@Ffiles - win



- 1<sup>ère</sup> journée nationales d'ECLS



Lancé en 2016 à l'occasion de la campagne « **Sexisme, Pas Notre Genre** », ce collectif, rassemblé autour du slogan « **Ensemble Contre le Sexisme** », poursuit ses actions.

Rassemblant **22 associations**, réseaux et organisations, le collectif se mobilise pour lutter contre les agissements, les discriminations et les violences sexistes, sous toutes leurs formes et dans tous les secteurs de la sphère privée et professionnelle : éducation, culture, sport, égalité professionnelle, communication, numérique, droits sexuels et reproductifs, santé, violences faites aux femmes. L'enjeu est de rendre visible et identifiable, par toutes et tous, le sexisme et de proposer des actions pour lutter contre ce fléau, source principale des inégalités entre les femmes et les hommes.

La première action du collectif est l'organisation, le **25 janvier 2018**, en présence de **Marlène Schiappa**, Secrétaire d'État chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, d'une première journée nationale de rencontres sur le sujet du sexisme.

Cet événement, gratuit et ouvert au public, s'inscrit dans le cadre du Tour de France de l'Égalité entre les femmes et les hommes. Il aura lieu de 9h à 18h, à l'école Télécom ParisTech - 46 rue Barrault, Paris 13. Chaque inscription est nominative, une pièce d'identité vous sera demandée à l'entrée. La journée sera divisée en trois séquences thématiques, chaque participant.e.s peut assister à toutes les tables rondes. Vous pouvez les sélectionner au moment de votre inscription. Un déjeuner sur place est possible à la charge des participant.e.s.

Fermeture des inscriptions le 22 janvier.

*Membres du collectif : Centre Hubertine Auclert – Cercle InterElles – Brigitte Grésy, Experte Égalité - Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes (CLEF) - Excision, parlons-en - Femmes ingénieurs - Femmes solidaires - Femix Sport - Fédération Nationale des CIDFF (FNCIDFF) - Fédération Nationale Solidarité Femmes (FNSF) - Fondation des femmes - Global contact - Grandes écoles au féminin - Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes (HCE) - Mouvement HF - Mouvement français pour le Planning familial - Observatoire de l'équilibre des temps et de la parentalité en entreprise - ONU Femmes France - Social Builder - Toutes Femmes, Toutes Communicantes - WIFILLES - Women in Networking (WIN)*



Programme de la journée nationale contre le sexisme – 25 janvier 2018

## LES COMMISSIONS DE LA CLEF

### ➤ **Commission culture** Animé par Claudine Monteil, Gisèle Bourquin et Brigitte Evano

#### ◆ **Associations représentées :**

Femmes Monde, Femmes du Monde et Réciproquement, Femmes au-delà des Mers

#### ◆ **Objectifs:**

La Commission Culture et Sciences de la CLEF a pour finalité de rendre visibles les créations et travaux des femmes créatrices, chercheuses, où celles-ci sont actives mais souvent invisibles. A cet effet la Commissions souhaite encourager les dialogues interculturels, promouvoir la visibilité des œuvres de femmes créatrices, annoncer des expositions, en particulier à travers l'Union Européenne, mettre en valeur des portraits ces créatrices à travers le monde, les soutenir sur les réseaux sociaux et dénoncer les discriminations dont elles font l'objet. Elle entend mettre en valeur les femmes créatrices issues de la diversité et de l'Outre-Mer, plus encore discriminées et rendues invisibles, gommées de l'histoire de l'humanité. Elle invite des directrices de musée françaises qui œuvrent pour une plus grande visibilité des œuvres réalisées par des femmes, annonce les expositions de femmes dessinatrices, peintres, sculptrices, les concerts de musiciennes, chefs d'orchestre. Elle informe les membres de la CLEF des initiatives étrangères en faveur de la visibilité des œuvres créées par des femmes allant dans le même sens.

Pour ce qui concerne les sciences, il s'agit de promouvoir, notamment sur les réseaux sociaux, les découvertes des femmes scientifiques, chercheuses, techniciennes à travers de la rédaction de portraits de femmes scientifiques, d'entretiens avec elles, et d'attirer l'attention sur les dernières remises des prix scientifiques de femmes.

Les premières actions de la Commission en 2018 et début 2019 ont porté sur la mise en valeur et en visibilité des femmes artistes, notamment l'artiste-peintre féministe Hélène de Beauvoir, et des deux rédactrices de la Déclaration universelle des droits humains, Eleanor Roosevelt (Etats-Unis) et Hansa Mehta (Inde) trop souvent oubliées qui ont pourtant joué un rôle historique dans la promotion des droits humains. L'actualité de la Déclaration universelle, notamment sur les questions du viol comme armes de guerre et l'évolution du droit international sur ces questions, a été l'une des priorités de cette Commission en décembre 2018 avec un évènement international organisé par la CLEF le 10 décembre 2018.

#### ◆ **Travaux :**

##### **1. Formation réalisée par la Commission Culture et Sciences**

A l'automne 2018, à la Maison des associations du 9<sup>ème</sup> arrondissement, la Commission Culture et Sciences a organisé une formation sur l'histoire des luttes des femmes à travers les siècles, en France, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, et leurs liens de solidarité. Eliane Viennot, historienne de la littérature et critique littéraire française, professeure émérite de littérature française de la Renaissance à l'université Jean-Monnet-Saint-Étienne, a exposé l'histoire des femmes de pouvoir avant la Révolution française. Claudine Monteil, vice-présidente de *Femmes Monde*, secrétaire générale de la CLEF, femme de lettres et historienne, a retracé l'histoire des luttes de femmes aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et en France au XIX<sup>ème</sup> siècle et durant la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle. Cécile Chard Tombarel, membre de *Femmes au-delà des Mers* et de la CLEF, a présenté l'histoire des luttes des femmes en Outre-Mer au XIX<sup>ème</sup> et au XX<sup>ème</sup> siècle. Annie Sugier,

présidente de la Ligue du Droit international des femmes, membre de la CLEF, autrice de « Femmes voilées aux J.O. » éditions Jourdan 2012, a exposé l'importance de l'application de l'universalité des droits des femmes et les dangers actuels aux Jeux Olympiques et dans les instances des Nations Unies sur le non-respect de cette universalité.

## **2. Déplacement au Musée Würth d'Erstein (près de Strasbourg) et mise en visibilité de l'exposition de l'artiste-peintre et sculptrice Hélène de Beauvoir.**



L'exposition « **Hélène de Beauvoir, artiste et femme engagée** » (du 30 janvier au 9 septembre 2018 au Musée Würth à Erstein) a attiré un public varié, très international, notamment d'Allemagne, de Suisse, de Belgique, du Luxembourg, au total, plus de monde que l'exposition Botero dans le même musée en 2015-2016) Plusieurs représentantes d'associations membres de la CLEF, dont sa présidente, les membres de la Commission Culture et Sciences, *REFH*, *Excisions Parlons-en !* et autres, ont effectué le déplacement jusqu'en Alsace. Claudine Monteil, amie et biographe de Simone et Hélène Beauvoir, y organisa plusieurs déplacements. En liaison avec les conservatrices de l'exposition, elle apporta son témoignage sur les engagements féministes d'Hélène de Beauvoir, sœur cadette de Simone de Beauvoir.



## **3. Colloque sur la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme... et les Femmes ?**

La Commission Culture et Sciences a organisé le 10 décembre 2018, à la mairie du III<sup>ème</sup> arrondissement, un événement international sur le 70<sup>ème</sup> anniversaire de la Déclaration, en présence de personnalités de plusieurs pays et d'un public de toutes générations. Cette soirée a permis la tenue de deux table-rondes, l'une en hommage aux deux femmes membres du comité de rédaction de la Déclaration, trop souvent oubliées, l'autre sur l'actualité de la Déclaration universelle et sur les gains obtenus par les femmes aujourd'hui, en particulier en droit international et sur les questions de viols de guerre.



#### ♦ Actions en cours et perspectives pour 2019 :

- Café Femmes de la CLEF avec Camille Morineau « *L'histoire des femmes est voilée, comme une table sous une nappe où l'on ne voit que les pieds. Je veux rendre l'information égale entre les hommes et les femmes.* ». Camille Morineau, directrice des expositions et des collections de la Monnaie de Paris, très active dans la promotion des œuvres d'art de femmes sur les différents continents, est une personnalité du monde de la culture très réputée, tant en France qu'à l'étranger, pour son engagement en faveur des femmes artistes. Les expositions qu'elle monte remportent un succès au-delà des espérances, que ce soit celle de « Women House » à la Monnaie de Paris (50 000 visiteurs en trois mois), et auparavant, une exposition à Beaubourg d'artistes femmes qui avait remporté un succès tel qu'elle avait été prolongée. Elle a aussi fondé en 2014 l'association *Aware : Archives of Women Artists, Research and Exhibitions*. Située à Paris, celle-ci a pour objet de réhabiliter les artistes femmes sous-représentées dans l'histoire de l'art, les ouvrages d'art, les expositions et les collections de musées.

- 7 novembre 2019 : FORUM INTERNATIONAL DES DROITS DES FEMMES: « 70<sup>ème</sup> anniversaire de la publication du *Deuxième Sexe* : la modernité de Simone de Beauvoir, une inspiration pour les jeunes féministes et pour les actions à venir ».

-9 décembre 2019 : Café Femmes avec *Femmes Monde*, et la CLEF sur « Les femmes rédactrices de la Charte des Nations Unies à San Francisco en 1945 : hommage à Berta Lutz (Brésil), Minerva Bernardino (République Dominicaine) » et à une Française diplomate. Lieu à définir.

## ➤ **Commission Femmes et Migrations**

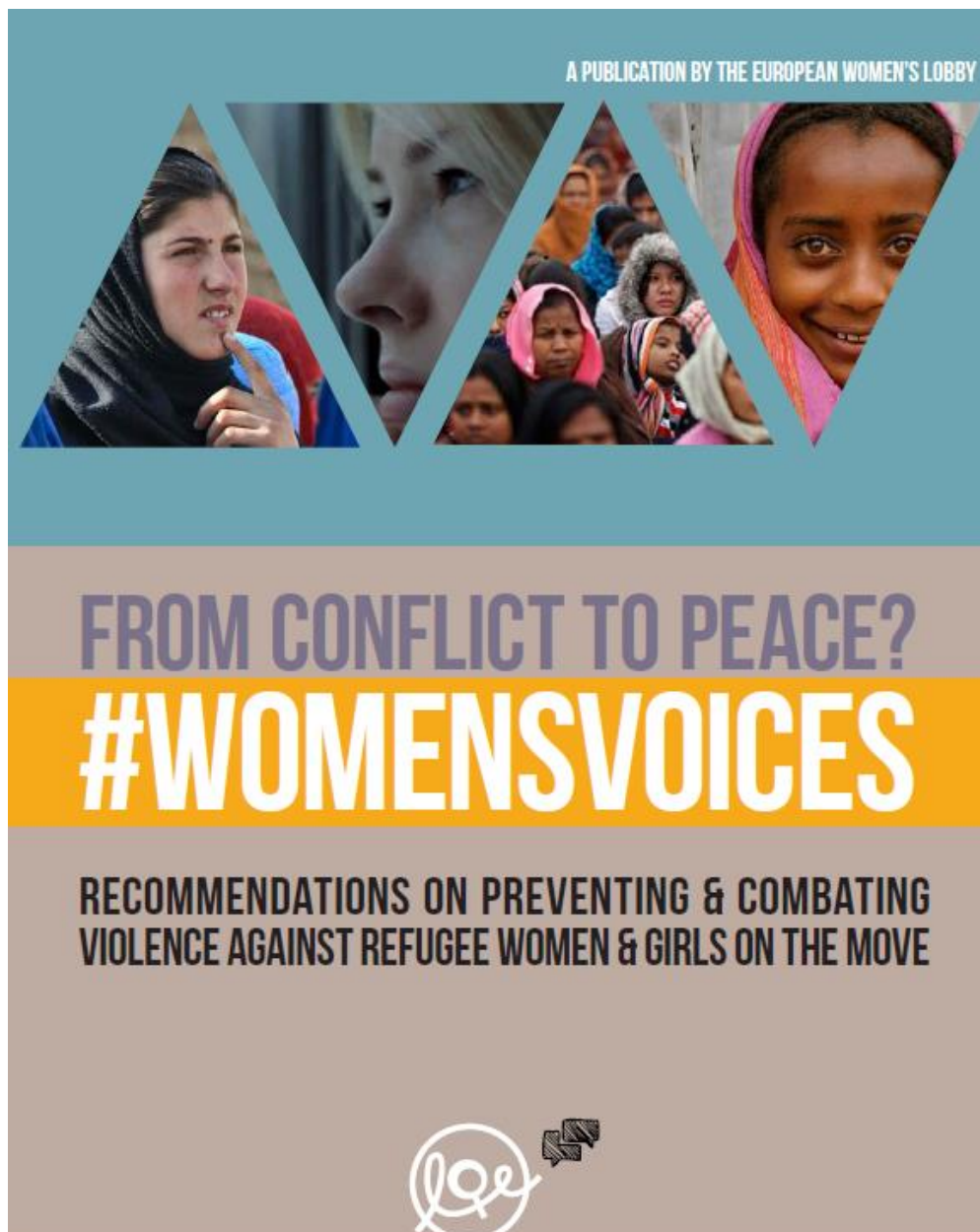
Animé par Marie-Paule Grossetete et Noura Raad

### ◆ **Associations représentées :**

Osez le Féminisme!, Forum Femmes Méditerranée, European Network of Migrant Women (ENOMW): Feminist Migrants, Institut Emilie du Chatelet, Femmes du Monde et Réciproquement, Les Dorines, Femmes Solidaires, Libres Mariannes et l'ADIEF.

### ◆ **Objectifs:**

- Promouvoir les droits des femmes et filles issues de l'immigration récente en France et ceux des femmes et filles réfugiées demandeuses d'asile.
- Promouvoir l'autonomie personnelle et économique de ces personnes, leur développement personnel.
- Intégrer une vision sexospécifique dans l'ensemble des domaines et en particulier ceux de la sécurité, la santé, l'éducation, la protection sociale, en se nourrissant notamment des rapports du H.C.E. et du L.E.F. et en se basant sur les diverses conventions internationales.
- Modifier le regard du public sur les femmes issues de l'immigration.
- Lutter contre les idéologies identitaires excluantes : contre le racisme s'ajoutant au sexisme.



#### ♦ Les Orientations stratégiques de la commission :

##### **Principe : faire pour les femmes migrantes sans les femmes migrantes, c'est faire contre elles.**

Valoriser les cultures d'origine des femmes migrantes dans le respect d'une analyse féministe en accord avec la charte de la Clef (exemple : recenser et diffuser l'histoire des féminismes dans l'Afrique du Nord et le Moyen Orient ANMO).

Rendre visibles les mouvements féministes actuels à l'œuvre dans les pays d'origine des femmes migrantes.

Elaborer et proposer des outils de formation aux questions sexospécifiques destinés aux mouvements citoyens, très nombreux en France (brochure, film, plate-forme d'échange ?)

Assurer une veille sur l'impact des politiques de la France et de l'U.E. sur la situation des femmes réfugiées.

#### ♦ Travaux :

##### **Quatre actions réalisées en 2018: Formation proposée par la Commission Femmes et Migrations**

Le jeudi 13 décembre 2018, 14H/17H30, à la Maison des associations du 9<sup>ème</sup>, 54 Rue Jean Baptiste Pigalle, 75009 Métro Pigalle.

##### **1) « Le parcours d'obstacles des femmes migrantes en France: exemples »**

Régine Dhoquois, juriste et bénévole à La Cimade

##### **2) « La santé périnatale des femmes migrantes en France" »**

Fabienne El-Khoury Lesueur

##### **3) « Une perspective féministe pour les droits des femmes migrantes en Europe. »**

Martine Lévy : Déléguée Paris de Forum Femmes Méditerranée

##### **4) « La prostitution : un système de traite humaine raciste, sexiste et classiste qui affecte particulièrement les femmes en exil les plus jeunes. »**

Marie-Paule Grossetete : Membre de la Commission « Femmes et Migrations », et Vice-présidente de la CLEF

##### **Actions en cours et projets pour 2019:**

-12 Mars : participation à la CSW63 à l'occasion de l'évènement co-organisé par la CLEF et l'OIF « Femmes et filles migrantes et immigrées dans l'espace francophone, entre précarité et invisibilité ? »

Intervention de la CLEF (MP Grossetete): **Les violences dans le parcours migratoire des filles : Une prostitution systémique qui les rend invisibles.**

Lundi 11 mars 2019. 15h30/16h. Siègne de la représentation aux Nations-Unies de l'OIF.

-27 mars: participation à la cérémonie d'inauguration de l'allée Stepha Skurnik et dépôt d'une demande de noms de femmes migrantes pour nommer de nouvelles rues à Paris, auprès de la représentation de la mairie.

-Forum international des droits des femmes du 7 novembre: Parcours statique "femmes et migrations"

Principe: sous le prétexte de faire le tour des musées de la ville de Paris, témoignant de son intérêt pour la diversité des cultures du monde, nous embarquons les spectatrices et spectateurs dans l'évocation de vies de femmes engagées mais injustement méconnues parce qu'étrangères et femmes. C'est l'occasion de dénoncer des stéréotypes sexistes et racistes et de rendre un hommage à ces personnes.

## ➤ Commission Parité et Politique

Animé par Armelle Danet et Michèle Baron

### ◆ Associations représentées :

Elles aussi, Réussir l'égalité femmes-hommes, Femmes au-delà des Mers, Parité, Femmes Monde, FMR.

### ◆ Objectifs :

Pour un réel partage du pouvoir entre les femmes et les hommes.

- Etre vigilante en étudiant l'impact de la législation et des pratiques sur la parité lors des différentes échéances électorales et des processus législatifs et en interpellant les parties prenantes
- Faire des propositions pour améliorer l'égal partage du pouvoir entre femmes et hommes
- Organiser des colloques et des formations pour mieux faire connaître les enjeux de la parité
- Promouvoir les résultats de ses travaux
- Participation au groupe de travail du LEF « Women in politics »

### ◆Compte-rendu d'activités 2018:

#### 1) Formation

**La commission a organisée une journée de formation le 13 janvier 2018 :** « Femmes et pouvoir dans les instances de décision locales », avec les interventions de 5 membres de la commission. Sur 22 personnes inscrites, hors membres de la commission, 5 seulement sont venues et 2 se sont excusées. Une déception étant donné tout le travail de préparation fait par les intervenantes.

#### 2) Au niveau du LEF : groupe de travail « Women in politics »

Participation à la préparation de la campagne 50/50 du LEF pour élections européennes ; meeting de lancement au Parlement européen à Bruxelles le 7 juin et réunion du groupe de travail le lendemain pour échanger sur la campagne du LEF et le contenu du manifeste. Première rencontre de avec l'association Gender Five Plus.

#### 3) Au niveau national : Préparation de la campagne pour les élections européennes

- **Mars-juin :** premières pistes de travail sur une campagne de la CLEF pour les élections européennes, travail sur le manifeste proposé par le LEF

- **12 juillet :** Alerte de la CLEF auprès des député.e.s sur les **menaces** qui pèsent sur **la représentation des femmes parmi les élus** avec les projets de loi "Pour une démocratie plus représentative, plus responsable et plus efficace."

- **Août-septembre :** préparation et soumission d'un dossier de demande de subvention au Parlement européen « Women for Europe, Europe for women » avec pour objectif de motiver les femmes à aller voter, le vote entre les femmes et les hommes ayant eu un écart de 12 points en France aux élections de 2014. Proposition d'un évènement, pouvant être retransmis en direct dans divers lieux en France et une intense campagne de communication sur le thème « cette fois, je vote ». Constitution d'un groupe de travail.

- **Septembre 2018-janvier 2019** : préparation de de l'évènement qui a eu lieu le 6 février 2019 à Paris: « ta voix, ton vote, toutes concernées par les défis de l'Europe », ayant occasionné de nombreuses réunions et avec un budget réduit, notre demande de subvention n'ayant pas retenu l'attention du Parlement européen

- Choix de la salle et de l'opérateur pour capter l'évènement
  - plusieurs rencontres avec les deux partenaires qui ont participé à l'organisation de l'évènement : Gender Five Plus, un think tank européen, et Citoyennes pour l'Europe : construction du programme avec le choix des thèmes : l'Europe et les femmes, acquis et défis, quelle Europe veulent les femmes ? Choix et contacts avec les intervenant.e.s européen.ne.s.
  - création d'un visuel pour affiche, programme et invitations par une stagiaire de la CLEF, Flavie Cerdan
  - aide à la traduction en français du manifeste du LEF et choix de la documentation en provenance de la Commission européenne et du Parlement européen.
  - campagne de communication sur l'évènement à venir via le réseau de la CLEF, les réseaux sociaux et un communiqué de presse, gestion des inscriptions.
- Au moins 130 personnes ont assisté à l'évènement.

#### ◆ Principales actions prévues pour 2019 :

- Elections européennes du 26 mai: participation à la campagne 50/50 du LEF, organisation d'un colloque : « ta voix, ton vote, toutes concernées par les défis de l'Europe » ; diffusion du manifeste du LEF et d'un Communiqué de Presse pour inciter les femmes à aller voter.
- Vigilance et réactions sur la réforme des institutions qui est en cours d'élaboration
- Parité pour les élections municipales et communautaires de 2020

## ➤ **Commission Europe et International (CEI)**

Animé par Nicole Fouché, Monique Dental et Claudine Monteil

### ◆ **Associations représentées :**

Réussir l'égalité femmes-hommes, Réseau féministe rupture, Regards de femmes, Osez le Féminisme!

### ◆ **Objectifs :**

Les membres de la CEI sont le plus souvent spécialistes de ces domaines et issues d'associations connues pour leur féminisme et leur implication internationale — s'efforce de contribuer aux prises de décision de la CLEF (présidence, bureau et CA) en lui apportant analyses, idées, réseau, propositions d'actions concrètes et ciblées ainsi que force de travail... la CEI est comme toutes les commissions de la CLEF à géométrie variable : une trentaine d'associations s'y sont présentées, manifestant ainsi leur intérêt pour ces questions qui sont la matrice de la CLEF.

### ◆ **Travaux:**

Les principaux sujets traités en 2018-2019 ont été la 63e CSW (ONU-NY), Le G7-W7 (France), la CÉDEF, Pékin+25, La CNCDH, les migrations internationales.

### **Au niveau européen**

La CEI entretient des relations étroites avec la Commission parité de la CLEF et crée un maximum de synergies avec le Lobby européen des femmes (le LEF est présidé par une Française, Gwendoline Lefebvre). Les élections du parlement européen — mai 2019 — ont été (et sont encore aujourd'hui) un sujet central pour la CEI. Après les élections un travail de suivi des nouvelles institutions va s'organiser. À l'avenir, des liens plus étroits pourraient être tissés avec le Conseil de l'Europe (Strasbourg).

### **Au niveau national**

- La CEI est partie prenante des activités de la CLEF.
- Rédaction du Rapport alternatif de la CLEF au questionnaire adressé à la France pour sa première évaluation par le Groupe d'experts sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (GREVIO) 29/03/2018

## LES FORMATIONS DE LA CLEF

Les formations de la CLEF sont des temps de réflexion, d'échanges et de mutualisation des bonnes pratiques. **Pour le cycle 2018 - 2019, nous avons organisé 5 formations sur différentes thématiques.**

### ► Formation Femmes & Migrations | 13 décembre 2018

*formation*

# femmes & migrations

*“ santé périnatale  
droits en France  
parcours d'obstacles  
prostitution  
accompagnement juridique ”*

► Jeudi 13 décembre 2018  
Maison des associations du 9ème  
54 Rue Jean Baptiste  
Métro Pigalle  
14H-17H30 ◀

**CLEF**  
La Coordination Française  
pour le Lobby Européen des Femmes

**14H-14H 45 : « Le parcours d'obstacles des femmes migrantes en France: exemples »**

**Régine Dhoquois**, juriste et bénévole à La Cimade : accompagnement juridique des femmes qu'elle a pu guider lors de ces années de bénévolat et analyse qu'elle fait de leur situation.



**16H-16H45 : « Une perspective féministe pour les droits des femmes migrantes en Europe. »**

**Martine Lévy** : Déléguée Paris de Forum Femmes Méditerranée, Commission « Femmes et Migrations »



**14H45-16H : « La santé périnatale des femmes migrantes en France »**

**Fabienne El-Khoury Lesueur** : travail de recherche à l'INSERM et analyse de l'incidence de la situation des femmes en exil en France sur la santé et celle de leurs enfants.



**Migrant status, region of origin and women's health in the perinatal period: data from France**

CLEF - Formation proposée par la Commission Femmes et Migrations, 13/12/2018

**Fabienne El-Khoury Lesueur**

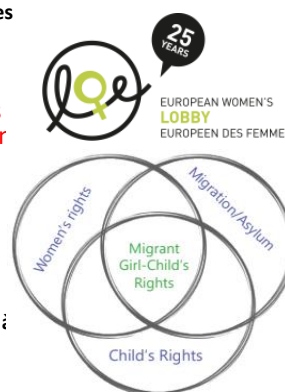
Inserm UMR S 1136, Equipe de recherche en épidémiologie sociale  
Institut Pierre Louis d'Epidémiologie et de Santé Publique, Paris

16H45-17H30 : « La prostitution : un système de traite humaine raciste, sexiste et classiste qui affecte particulièrement les femmes en exil les plus jeunes.»

Marie-Paule Grossetete : Commission « Femmes et Migrations », et Vice-présidente de la CLEF

### Les filles réfugiées sont au croisement des droits des femmes , des droits des enfants et du droit d'asile. (LEF)

- Les filles constituent le groupe le plus exposé aux violences lors de la migration , donc les filles ont des besoins de protection spécifique qui demeurent souvent impensés parce qu'elles sont victimes de discriminations multiples : sexisme, xénophobie et racisme, vulnérables parce que enfants et donc exposées à la traite et à l'exploitation sexuelle.
- Comme elles ne sont pas identifiées en tant que groupe, les données spécifiques sur ces filles par le biais de la migration et de la réinstallation font souvent défaut, ce qui entraîne des difficultés pour obtenir des ressources spécialisées.
- Elles devraient être protégées par
  - la Convention des Nations Unies sur les droits de l'Homme (CEDH),
  - la Convention européenne relative aux droits de l'enfant (CDE),
  - la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW),
  - la Convention du Conseil de l'Europe sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes (Istanbul)
  - et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés(HCR),
  - hélas, les recommandations sexospécifiques sont souvent négligées.
- Que ce soit pendant leur déplacement, dans les camps , dans les centres d'asile de courte durée ou sur le lieu d'établissement et de l'intégration, il y a beaucoup à faire;







The poster features an orange background on the left with the word 'formation' in a cursive font at the top. Below it, the text 'femmes unité diversité' is written in a bold, sans-serif font. A quote in white text reads: 'Une synergie de savoirs et d'expertises multiculturelles, issues de femmes originaires de l'outre-mer et au-delà, pour un éclairage novateur de notre société'. On the right, a white box contains the event details: 'Femmes au-delà des Mers' with a subtitle 'Échange et Transmission des Savoirs', the date 'mardi 15 janvier 2019' and time '14H30 à 17H30', the location 'Maison des associations du 16ème, 14 Avenue René Boylesve, 75016 Paris Métro Passy', and the logo for 'La Coordination Française pour le Lobby Européen des Femmes' (CLEF).

Gisèle Bourquin, vice-présidente de la CLEF, présidente de « Femmes au-delà des mers », a, dans le cadre des formations de la CLEF, assuré une session de formation sur le thème « unité et diversité ».

Jocelyne Cialec a posé le cadre géographique et institutionnel de ces territoires « sur lesquels le ciel ne se couche jamais. »

Le thème « culture et cultures » a montré ce que tous ces territoires partagent : la langue, la nationalité, l'instruction, mais aussi combien les cultures de chaque territoire renforcent les identités du territoire, s'enrichissent mutuellement et enrichissent la Nation. Les portraits de femmes au-delà des mers ont illustré la coexistence de tradition et modernité tout en montrant l'importance de la transmission.

Les techniques ont toujours influencé le cours de l'Histoire mais depuis quelques décennies, les technologies de la communication, particulièrement les réseaux sociaux, ont infléchi et accéléré les évolutions sociales et politiques partout dans le monde. **Comment les femmes ont-elles été concernées par cette «révolution numérique » ?**

formation

**femmes & réseaux sociaux**

“entre moyens d'action solidaires et cybersexisme”

LIBERTÉ • ÉGALITÉ • FRATERNITÉ  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

FDVA  
FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA VIE ASSOCIATIVE

Mardi 22 Janvier 2019  
18H-21H30  
Librairie-Café Le 108,  
4 impasse de Joinville, 75019  
Métro Crimée

La Coordination Française pour le Lobby Européen des Femmes

La diffusion instantanée et planétaire de l'information grâce aux réseaux sociaux permet des réactions rapides, mondialisées et génère **des moyens d'actions et de solidarités d'autant plus efficaces pour les femmes**, qu'elles sont très présentes sur ces réseaux sociaux. Ainsi, **elles ont pu se retrouver nombreuses pour des luttes émancipatrices et de nouvelles formes de sororité ont pu émerger**. En revanche, **les réseaux sociaux peuvent être utilisés pour renforcer les violences déjà infligées et développer des violences**, parfois virtuelles certes, mais dont les conséquences sont bien réelles et ont un impact sur la vie des femmes.

**18h00** Présentation de l'action de formation-débat par **Monique HALPERN**, co-présidente du Conseil d'Orientation de l'IEC, et **Nicole SAVEY**, membre du CO de l'IEC, qui a animé la session avec **Huguette KLEIN**, présidente de REFH

**18h30** **Mathilde GROAZIL**, chercheuse en sciences de l'information et de la communication, a introduit la problématique générale, **avec une présentation du Panorama du web féministe**.

**19h00** **Rebecca AMSELLEM**, fondatrice du réseau "Les glorieuses", a indiqué comment **les femmes peuvent tirer un parti positif des réseaux sociaux**, à partir de l'expérience des Glorieuses de mobilisation des femmes au travail pour qu'elles "arrêtent" leur année de travail dès le mois de novembre.

**19h30** **Louise DELAVIER**, co-fondatrice du réseau « En avant toutes », ait intervenu sur **Le sexisme en ligne**.

**20h00-21h15** Echange inter-actif entre les intervenantes et les participantes

**21h15-21h30** Conclusion de la séance

**10h - 11h30 Histoire du féminisme avant le XIXème siècle;**

**Eliane Viennot:** Professeuse émérite de littérature française de la Renaissance à l'Université Jean Monnet (Saint-Etienne) et membre honoraire de l'Institut universitaire de France (2003-2013). Spécialiste de Marguerite de Valois et des «femmes d'Etat» de la Renaissance, des relations de pouvoir entre les sexes.

**11h30-12h30: Les luttes des femmes aux Etats-Unis, en France et en Grande-Bretagne, du XIXème au XXème siècle: croisements et solidarités;**

**Claudine Monteil:** militante féministe depuis 1970, diplomate honoraire, historienne et autrice de témoignages et d'essais sur Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir, secrétaire générale de la CLEF et vice-présidente de Femmes Monde.

**12h30- 13h: Les engagements des femmes d'Outre-Mer au XXème et au XXIème siècle;**

**Cécile Chardtombarel:** Association Femmes au-delà des mers

**13h- 13h40: De la Ligue internationale des femmes aux enjeux des femmes aux Nations Unies et dans la préparation des Jeux Olympiques de Paris 2024.**

**Annie Sugier:** militante féministe depuis 1970, fondatrice de la Ligue du Droit des Femmes en 1974, présidente de la Ligue du Droit international des Femmes fondée en 1983 par Simone de Beauvoir, membre de la CLEF.

*formation*

**L'histoire  
des luttes  
des femmes à  
travers les siècles**

**Samedi 23 Février 2019**  
**10H-14H**  
**54 rue Jean-Basptiste Pigalle**  
**75009 Paris,**  
**Métro Pigalle**





Dans le cadre des activités "Europe" de la CLEF, l'association Réussir l'Égalité Femmes-Hommes, membre de la CLEF, a pris en charge une séance du programme de formation sur le thème de **l'Union européenne, côté femmes.**

L'Europe n'a pas que des « pères fondateurs ». Dès l'entre-deux-guerres, **des femmes militent aux côtés d'europhiles convaincus.** Animées par un ardent espoir pacifiste ou féministe, elles collaborent à ce qui a pu apparaître comme une utopie avant de se muer en une extraordinaire aventure. Historiens, sociologues, politistes, juristes, germanistes, les auteurs et autrices de cet ouvrage se sont demandé ce que l'Europe a fait pour les femmes et inversement. **Quel rôle jouèrent**

**les femmes dans la conception et la réalisation du projet européen ? Quelle fut leur place dans l'administration communautaire et au Parlement européen ? Avec quelles conséquences pour les institutions et pour les droits des femmes ?**

À partir d'un seul article du traité de Rome (article 119), quelles stratégies ont été mises en œuvre pour faire de l'égalité

des sexes une valeur commune et fondamentale sur laquelle construire l'Europe ?

**Le projet européen fut un moteur pour l'émancipation des femmes.** Plus progressiste que la plupart des politiques nationales, la politique communautaire d'égalité hommes-femmes a souvent été l'aiguillon des procédures égalitaires dans les États membres. Inspiratrices ou « petites mains » indispensables, interprètes, fonctionnaires ou parlementaires européennes, **des femmes ont contribué à faire de la question de l'égalité un levier majeur de l'Europe sociale.**

**Françoise Thébaud**, professeure émérite, Université d'Avignon, a présenté l'ouvrage collectif qu'elle a dirigé avec Eliane Gubin et Anne-Laure Briatte (février 2019, éditions de la Sorbonne).

Le titre indique clairement l'orientation du texte : « L'Europe une chance pour les femmes. Le genre de la construction européenne ».

**Gwénaëlle Perrier**, maîtresse de conférence et spécialisée en sciences politiques, Université Paris-XIII, est une contributrice du livre.

Elle a présenté un cas particulier des difficultés structurelles constatées dans la chaîne de mise en œuvre de politiques européennes conçues pour le niveau local, tant en Allemagne (Berlin) qu'en France (Ile-de-France).

**Geneviève Fraisse**, philosophe et historienne de la pensée féministe directrice de recherche émérite au CNRS, députée européenne de 1999 à 2004, fit **une analyse ouverte et savante de son expérience de parlementaire européenne, mettant l'accent sur le rôle des "intellectuelles spécifiques"**, c'est-à-dire des intellectuelles qui s'engagent, non pas dans l'universel mais dans l'exemplaire, dans des secteurs déterminés, sur des points précis, dans des luttes réelles, matérielles, quotidiennes (concept emprunté à Michel Foucault, Dits et écrits II, 1976-1988, Gallimard, Paris, 2001).

## Les actions de la CLEF en partenariat

- **Le Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes – HCE f/h**
- **Conseil national de l'information statistique** : la CLEF fait partie du groupe de travail plénier CNIS sur la déclinaison française des indicateurs de suivi des objectifs de développement durable (Agenda 2030)  
<https://www.cnis.fr/>
- **La Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme – CNCDH**  
En tant que membre, la CLEF participe aux travaux de la CNCDH. Elle va renouveler ses représentantes dans les différents pôles.  
<https://www.cncdh.fr/>

### Pôles

Le travail de réflexion et l'élaboration des avis de la CNCDH se fait au sein de pôles thématiques auxquels les membres sont invité.e.s à participer. Chacun peut librement participer aux travaux de toutes les pôles, en fonction de son expertise. Les pôles sont des lieux de discussions et d'échanges privilégiés entre les membres, procédant notamment à l'audition d'experts sur le sujet traité. En revanche, elles ne sont pas des instances de prise de décision. Les membres de la CNCDH travaillent dans le cadre de cinq pôles et de groupes de travail transversaux qui se réunissent plusieurs fois par mois.

La préparation d'un nombre croissant d'avis est le résultat d'une coopération entre plusieurs pôles, beaucoup de thématiques étant transversales.

Pôle A "Société, éthique et éducation aux droits humains".

Pôle B "Racismes, discriminations et intolérance"

Pôle C "Etat de droit et libertés"

Pôle D "Questions internationales et européennes"

Pôle E "Droit international humanitaire, développement, environnement"

### Groupes de travail

Le Groupe de travail est une structure *ad hoc* composée de membres experts.

A cette occasion, les membres de la CNCDH issu.e.s de la société civile (ONG, syndicats) peuvent se déployer dans les groupes de travail, au-delà de leurs représentants nommés afin que les meilleurs experts du sujet participent au groupe de travail. Au travers de nombreuses réunions, le groupe de travail va ainsi faire des recherches et pouvoir procéder à des auditions afin d'envisager les actions pouvant être entreprises par la CNCDH ; ce qui inclut l'établissement d'un avant-projet de texte qui sera soumis à une discussion lors d'une réunion de pôle, puis, éventuellement à l'Assemblée plénière de la CNCDH.

La CNCDH a constitué un Groupe de travail permanent en charge d'assurer le mandat de Rapporteur national indépendant sur la traite et l'exploitation des êtres humains.

Un autre Groupe de travail permanent a été créé pour assurer la mission transversale d'éducation aux droits humains.

- **La Commission égalité du Conseil supérieur de l'Economie sociale et solidaire**  
<http://www.esspace.fr/csess.html>

- **Le Collectif Droits Humains**

La CLEF s'est engagée dans le collectif Droits Humains créé en 2015 afin de faire adopter par les institutions de la République française l'expression "droits humains" à la place de "droits de l'homme". Tant que cette expression "droits de l'homme" sera l'expression officielle, cela entretiendra une confusion entre la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 (qui ne concernait que les humains de sexe masculin) et la Déclaration universelle du 10 décembre 1948.

<http://droitshumains.unblog.fr/>

- **Plateforme Genre et Développement / MAEDI**

La Plateforme genre et développement est une instance créée par le Ministère des Affaires étrangères et du Développement international en 2006, pour assurer la concertation entre pouvoirs publics et acteurs-trices de la société civile sur les enjeux genre et développement. En 2015 et 2016, les axes de travail de la Plateforme se sont orientés vers la mise en œuvre d'un programme de travail transversal, l'organisation de travaux thématiques en deux groupes de travail : genre et climat, genre et jeunesse et la communication et la diffusion d'estimations. La CLEF a choisi le groupe de travail jeunesse.

L'animation de la Plateforme est assurée par un consortium d'ONG (Adéquations, Aster-International, Enda-Europe, Équilibres & Populations, Genre en Action, CARE France). La coordination et le pilotage administratifs sont assurés par Adéquations.

La CLEF a pu participer en 2017 au groupe de travail pluri-acteur-rices sur le Document d'orientation stratégique 2018-2020.

[www.genre-developpement.org](http://www.genre-developpement.org)

- **Collectif ensemble contre le sexisme**

La CLEF a participé à la création de ce nouveau collectif ainsi qu'à l'organisation d'une journée nationale contre le sexisme, le 25 janvier 2018.

A l'issue de cette journée, les 22 associations membres de ce collectif ont lancé un appel afin de pérenniser cette journée sous la forme d'une journée nationale contre le sexisme.

<http://tftc.communicationentreprise.com/collectif-ensemble-contre-sexisme/>

Lien Youtube : <https://www.youtube.com/watch?v=wKqEkNeMs8E>

Page Facebook: <https://www.facebook.com/Ensemble-Contre-le-Sexisme-512560939231546/>

## Les activités européennes de la CLEF en lien avec le LEF



### • Réunions et représentations

20 et 21 février : réunion organisée par EIGE (European Institute for Gender Equality) avec la société civile à Vilnius (G Lefebvre)

11 au 15 mars : CSW 62 (G Lefebvre)

7 juin : conférence du LEF au Parlement Européen de lancement de la campagne 50/50 pour les élections européennes (J Adriant, C Monteil, A Danet et G Lefebvre)

8 juin : réunion du CA du LEF à Bruxelles (G Lefebvre)

9 juin : Assemblée générale du LEF à Bruxelles (J Adriant et G Lefebvre)

10 juin : réunion du CA du LEF à Bruxelles (G Lefebvre)

### • Conseil d'Administration du LEF du 8 juin 2018

Présentation d'une proposition de programme de travail du LEF pour 2019

Présentation du rapport financier pour l'année 2017 avant son approbation par l'Assemblée Générale ainsi que des prévisions budgétaires pour 2018 et 2019

Préparation de l'Assemblée Générale électorale

Discussion sur les relations institutionnelles du LEF avec l'UE

### • Assemblée générale du LEF – 9 juin 2018

Rapport d'activités juin 2017 – mai 2018 ; points principaux :

- Forum Européen des Femmes organisé par le LEF en juin 2017 : événement public avec Gloria Steinem, Assemblée Générale avec la participation de Frans Timmermans, Vice-Président de la Commission Européenne
- Travail sur le harcèlement sexuel
- Participation du LEF au lancement de l'index d'EIGE sur l'égalité femmes-hommes
- AGORA avec la participation de 50 jeunes femmes
- Participation à la CSW62 avec de nombreuses représentantes des membres
- Travaux des groupes de travail du LEF
- Plusieurs changements dans les membres du Secrétariat

### Rapport financier

2017 : ressources 1 197 713 euros ; dépenses 1 130 288 euros ; résultat 67 425 euros

Objectifs de ressources : 1 309 375 euros pour 2018, 1 358 399 euros pour 2019

### **Election des 40 membres du Conseil d'Administration**

### Vote de 5 motions d'urgence:

- Maintien de la garantie d'accès aux jardins d'enfants pour les enfants à partir de 2 ans présentée par la coordination tchèque
- Renforcer la position du LEF face à l'extrémisme et le populisme présentée par la coordination autrichienne et soutenue par la CLEF

- Instabilité des moyens dans un contexte de risques croissants pour les femmes et les filles présentée par la coordination chypriote et soutenue par la CLEF
- Mise en oeuvre de la Convention d'Istanbul au sujet du viol présentée par la coordination espagnole et soutenue par la CLEF
- Justice pour les survivantes de viols en Grande Bretagne présentée par la coordination britannique

### **Présentation du programme de travail du LEF pour 2019**

- **Conseil d'Administration du LEF du 10 juin**

Election de la Présidente du LEF : Gwendoline Lefebvre, CLEF

Election des membres de l'Executif du LEF :

Laura Albu, Romanian Women's Lobby

Ana Sofia de Jesus Fernandes, Portuguese Platform for Women's Rights

Annelies Pierrot-Bults, University Women of Europe

Pirkko Mahlamäki, European Disability Forum

Pauline Mukanza, European YWCA

Anna Zobnina, European Network of Migrant Women

Election des membres du Membership committee : Eleni Karaoli (Chypre), Efthymia (Mika) Ioannidou (Grèce), Maria Ludovica Bottarelli Tranquilli (Italie), Lorraine Spiteri (Malte), Bettina Pfleider (Association des Femmes des professions médicales)

Election des membres du Emergency motions committee : Eleni Karaoli (Chypre), Line Gesso Storm Hansen (Danemark), Amélie Leclercq (BPW Europe)

Election des membres du Statutes Review committee : Gwendoline Lefebvre (France), Pirkko Mahlamäki (EDF), Amélie Leclercq (BPW Europe), Laura Albu (Roumanie), Emma Ritch (Grande-Bretagne)

- **Groupes de travail et projets du LEF dans lesquels la CLEF est impliquée**

- Campagne 50/50 dans le cadre des élections européennes
- Observatoire du LEF des violences faites aux femmes
- Groupe de travail Femmes et politique
- Groupe de travail Economie féministe
- Groupe de travail des coordinations de l'Europe du Sud

- **Stratégie du LEF 2016-2020**

#### **3 objectifs internes :**

- Obtenir un financement plus important, qualitativement et quantitativement, et plus durable des organisations de femmes
- Réaliser un travail commun efficace à tous les niveaux : local, national, européen et international
- Faire entendre notre voix et élever le débat

#### **5 objectifs externes pour changer la société :**

- Mettre fin à toutes les formes de violences faites aux femmes et aux filles
- Changer la culture actuelle sexiste et stéréotypée; promouvoir des rôles positifs pour les femmes et les hommes
- Proposer un modèle économique féministe et durable basé sur l'égalité, le bien être, la bienveillance et la justice sociale
- Positionner les femmes au cœur de la participation et de la prise de décision politique, sociale et économique
- Assurer des mécanismes institutionnels forts et durables sur l'égalité femmes-hommes en Europe



## ► Perspectives et actions pour 2019 :

- Campagne pour les élections européennes 2019 au côté du Lobby Européen des Femmes et de leur campagne 50/50.
- Participation à la 63<sup>ème</sup> Commission du Statut des Femmes des Nations Unies  
Un side event sur les DDSR, deux événements parallèles: le premier sur les femmes en situation de vulnérabilité, le second sur les femmes migrantes dans l'espace francophone
- Participation à la coalition Women 7 pour le G7
- Préparation de Beijing + 25
- Réalisation du FORUM INTERNATIONAL DES DROITS DES FEMMES de la CLEF le 7 novembre 2019 adossé à la Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes.
- Poursuite des Formations
- Préparation de la CSW 64
- Renforcement de notre site internet et de notre présence sur les réseaux sociaux.